



**Secours
Catholique**
Caritas France

www.secours-catholique.org

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2015



SOMMAIRE

RAPPORT D'ACTIVITÉ APPROUVÉ PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 10 JUIN 2016

ÉDITORIAL	2
GOVERNANCE ET CONTRÔLE	4
RÉTROSPECTIVE 2015	6
UN RÉSEAU AU SERVICE DES ACTIONS	8
ACTION FRANCE	12
Mal-logement	13
Accueil et droits des étrangers	14
Justice et prison	16
Emploi et économie sociale et solidaire	18
Solidarités familiales	20
Urgences	22
Plaidoyer et actions citoyennes	23
ACTION INTERNATIONALE	26
Urgences	27
Afrique et océan Indien	28
Amérique latine et Caraïbes	30
Asie	31
Europe orientale et Union européenne	32
Moyen-Orient et nord de l'Afrique	34
Plaidoyer international	35
ANIMATION SPIRITUELLE	38
COMMUNICATION	40
GÉNÉROSITÉ ET FINANCES	42
LE RÉSEAU CARITAS FRANCE	44
REMERCIEMENTS	46

L'URGENCE DE LA FRATERNITÉ

« L'urgence de construire une fraternité universelle. » C'est par ces mots que nous avons invité nos réseaux à engager une réflexion sur notre action à la suite des conflits et des attentats qui ont meurtri tant de personnes en France et dans le monde en 2015. Rarement l'actualité ne nous avait autant enjoint de nous engager en conscience, en paroles et en actes à construire ensemble un monde juste et fraternel.

Des millions de personnes fuient la guerre, la misère et les conséquences d'un développement économique non soutenable. En Europe, l'expression « crise des migrants » s'est trop vite imposée. Il faut oser la renommer par ce qu'elle révèle avant tout : une crise de la solidarité et une crise de l'Europe, tant les réponses personnelles et politiques à cette extrême détresse humaine ne sont pas à la hauteur de l'impératif historique d'hospitalité qu'elle requiert encore.

Les peurs qui incitent aujourd'hui au repli nationaliste et aux discriminations sont une menace pour la paix. Alors oui, il y a urgence à dialoguer et à œuvrer avec tous, sans distinction d'origine ou de confession, pour trouver ensemble de nouvelles voies. Le Secours Catholique-Caritas France est acteur depuis 70 ans de transformations de la société. Par l'étendue des réseaux de solidarité tissés dans les territoires et l'expérience de vivre-ensemble avec les plus pauvres, nous détenons un trésor à cultiver et à transmettre à toute la société.

La réflexion menée en 2015 sur notre projet pour les dix années à venir fait émerger quatre changements auxquels nous voulons résolument nous atteler pour transformer la société : la reconnaissance des savoirs des plus pauvres, l'accès de tous aux droits, la revitalisation des territoires marginalisés et la coopération entre les personnes de différentes cultures et religions.

Toutes nos actions menées en 2015 portent déjà en elles ces ambitions : l'adoption d'une nouvelle charte de l'engagement qui valorise les savoirs des plus fragiles et rassemble des acteurs de toutes cultures et religions ; la création de la foncière Caritas Habitat pour innover dans le champ de l'hébergement et de l'habitat solidaire ; le plaidoyer mené en France pour l'accès de tous aux droits, à la domiciliation, à la formation professionnelle, à la mobilité dans les territoires isolés ; le plaidoyer mené en Afrique pour renforcer les droits civils et politiques des populations face à des dirigeants qui s'arrogent un pouvoir à vie ; notre forte mobilisation lors de la COP21 pour faire entendre les enjeux de sécurité alimentaire des populations pauvres face aux changements climatiques ; le développement du réseau Saint-Laurent pour valoriser les richesses spirituelles des plus fragiles ; enfin la consolidation du réseau Caritas France pour rassembler des associations et fondations souhaitant innover ensemble dans les territoires et agir sur les causes de la pauvreté.

Jamais l'urgence de faire société ensemble pour construire un monde juste et fraternel n'avait été si grande. Jamais nous n'avons été si déterminés à nous y engager ensemble, dans la confiance.

Véronique Fayet
Présidente nationale



Bernard Thibaud
Secrétaire général



Dominique Fontaine
Aumônier général



GOUVERNANCE ET CONTRÔLE AU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

L'assemblée générale comprend 212 membres répartis en trois catégories : 161 membres actifs – administrateurs personnes qualifiées, présidents et vice-présidents de délégation, ainsi que 2 trésoriers par espace interrégional –, 50 membres d'honneur et 1 membre bienfaiteur. La limite d'âge est fixée à 75 ans.

Les membres actifs comptent 97 hommes et 64 femmes.

Membres d'honneur : 34 hommes et 16 femmes.

Le conseil d'administration, au 31 décembre 2015, est composé de 21 membres, tous bénévoles ; 12 sont présidents ou vice-présidents de délégation, 9 sont des personnes qualifiées. Leur mandat est de trois ans, renouvelable deux fois. Le conseil se réunit onze fois par an. Son bureau comprend une présidente, deux vice-présidents, un trésorier, un secrétaire et une conseillère aux affaires internationales.

L'aumônier général et le secrétaire général assistent aux séances du bureau et du conseil d'administration, sans voix délibérative.

Bureau

Présidente Véronique Fayet
 Vice-présidents Pierre Colmant, Claire Escaffre
 Trésorier Claude Marchal
 Secrétaire Dominique Dubois
 Conseillère aux affaires internationales Louise Avon

Membres

Claudine Berland – Marie-Véronique Devise-Danjou – Fabienne Ferrerons – Jean-Pierre Gurcel – Christian Guyomart – Agnès Lang – Jacqueline Laura – Michèle Le Gall – Jean-Louis Loirat – Françoise Maury – Odile Méreau – Geneviève Pastorello – Emmanuel de Rivoire – Béatrice Victor – Éric de Villeroché

Secrétaire général Bernard Thibaud

Aumônier général Père Dominique Fontaine

Présidents d'honneur François Soulage,
 Joël Thoraval

LIENS AVEC LA CONFÉRENCE DES ÉVÊQUES DE FRANCE

Les présidents et vice-présidents de délégation sont homologués par le conseil d'administration après accord de l'évêque du diocèse concerné. Les administrateurs en qualité de personnes qualifiées sont cooptés par le conseil d'administration, après accord du conseil permanent de la Conférence des évêques de France (CEF), puis élus par l'assemblée générale. Le président national est élu par le conseil d'administration en son sein, parmi les candidats ayant fait l'objet de l'agrément du conseil permanent de la CEF. L'aumônier général est nommé par le conseil permanent de la CEF.

Le secrétaire général est nommé par le conseil d'administration sur une liste de candidats agréés par le conseil permanent de la CEF.

Des réunions entre le secrétariat général de la CEF et le président national, le secrétaire général et l'aumônier général du Secours Catholique-Caritas France sont régulièrement organisées.

COMITÉS CONSULTATIFS

Ils émettent des avis et recommandations sur la vie et les projets de l'association.

- » Comité stratégique
- » Comité d'audit
- » Comité des donateurs
- » Comité des nominations
- » Instance nationale consultative (INC)
- » Comité de gestion de la trésorerie



Siège national

106 rue du Bac
 75341 Paris Cedex 07
 Tél. : 01 45 49 73 00
 Fax : 01 45 49 94 50

IDENTITÉ

Le Secours Catholique-Caritas France

Le Secours Catholique-Caritas France est un service de l'Église catholique en France, membre de la confédération Caritas Internationalis et association reconnue d'utilité publique.

Mission du Secours Catholique-Caritas France

Fondée sur l'Évangile, la mission du Secours Catholique-Caritas France est une mission d'amour et d'éveil à la solidarité, en France et dans le monde. Le Secours Catholique appelle toute personne à s'engager pour vivre la rencontre, l'entraide et la joie de la fraternité. Ses acteurs travaillent à renforcer les capacités de tous à agir pour que chacun accède à des conditions de vie dignes. L'association lutte contre les causes de pauvreté, d'inégalité et d'exclusion et propose des alternatives, au service du bien commun.

Actions

- ▶ En France, 1 460 000 personnes ont été soutenues dans 2 400 lieux d'accueil.
- ▶ À l'international, 707 opérations ont été menées en 2015, dans 72 pays ou zones, en lien avec le réseau Caritas Internationalis (165 Caritas). En un an, 4,2 millions de personnes ont été bénéficiaires de l'aide internationale du Secours Catholique-Caritas France.

Organisation

- ▶ 76 délégations au 31 décembre 2015, réparties en 3 600 équipes locales, en France métropolitaine et d'outre-mer, couvrent l'ensemble du territoire national.
- ▶ Réseau de 67 500 bénévoles et de 971 salariés sur tout le territoire.
- ▶ 3 antennes : la cité Saint-Pierre à Lourdes, la Maison d'Abraham à Jérusalem, le Centre d'entraide pour les demandeurs d'asile et les réfugiés (CEDRE) à Paris.

TRANSPARENCE ET CONTRÔLES

Les comptes annuels, incluant le compte d'emploi des ressources, sont certifiés par un commissaire aux comptes du cabinet Deloitte, puis approuvés par l'assemblée générale du 10 juin 2016. Ils sont disponibles sur le site www.secours-catholique.org ou peuvent être obtenus sur simple demande écrite à : Secours Catholique-Caritas France, 106 rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07.

Le commissaire aux comptes, outre la certification des comptes, contrôle chaque année 10 délégations. Avec le département d'audit interne, c'est au total un tiers des délégations qui est contrôlé chaque année.



Le Comité de la charte du don en confiance est un organisme d'agrément et de contrôle des associations et fondations faisant appel à la générosité du public. Sa mission est de promouvoir le fonctionnement statutaire et la gestion désintéressée, la rigueur de la gestion, la qualité de la communication et de la collecte de fonds ainsi que la transparence financière. Le 26 mars 2015, le Comité de la charte a renouvelé son agrément triennal.

RÉTRO

2015 <<<<

JANVIER

】 20. La Banque de France remet le prix du microcrédit accompagné à Mohamed Rouabhi pour l'exemplarité et la qualité de son projet, qui a été bénéficiaire d'un microcrédit en 2011 dans le cadre du partenariat entre le Secours Catholique-Caritas France et le Crédit mutuel.

FÉVRIER



】 12. Véronique Fayet et Bernard Thibaud participent à la « Nuit solidaire pour le logement » organisée place de la République à Paris par les 33 associations du Collectif des associations unies (CAU) dont le Secours Catholique-Caritas France fait partie.

】 28. Le collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains » présente son Rapport alternatif au cinquième rapport périodique de la France sur l'application de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant. Ce rapport attire l'attention du Comité des droits de l'enfant de l'ONU sur la question de la traite des mineurs dans le contexte français.

MARS

】 13-14. Un cyclone balaie l'archipel du Vanuatu. Le département Urgences France intervient aussitôt, en coordination avec la délégation de Nouvelle-Calédonie.



】 24-28. Le Secours Catholique-Caritas France fait partie des 4 000 associations qui ont participé à Tunis au Forum social mondial (FSM) pour débattre de thèmes universels : agriculture, climat, migrations, exploitation des êtres humains, gouvernance, finance, mobilisation citoyenne, etc.

AVRIL

】 1^{er}. Le rapport « En Afrique comme ailleurs, pas de démocratie sans alternance », premier bilan de la campagne « Tournons la page » pour l'alternance démocratique, est rendu public au Centre Sèvres.

】 16. Le Secours Catholique-Caritas France publie son rapport sur la parole des migrants : une enquête réalisée auprès de 54 exilés présents dans la région de Calais.



】 25. Un violent tremblement de terre secoue le Népal, tuant 8 800 personnes et jetant des centaines de milliers d'autres victimes à la rue.

Le département Urgences intervient dès le lendemain auprès des sinistrés grâce à la très bonne implantation de la Caritas locale.

MAI

】 23. En Alsace, inauguration d'Air et Vie, une maison d'accueil et de vacances dont le Secours Catholique-Caritas France et la Fondation Caritas ont financé la rénovation, aux côtés de plusieurs partenaires.

】 27 mai-11 juin. Dans le cadre de la COP21, le département Animation internationale mobilise une vingtaine de participants des différentes délégations autour de la campagne sur le droit à l'alimentation.

JUIN



】 6. À Lille, le comité de pilotage fédérant plusieurs mouvements d'Église organise « Osons la fraternité », une journée de ressourcement qui rassemble plus de 500 bénévoles et personnes accueillies autour du verset de l'Évangile : « Allez donc aux croisées des chemins : tous ceux que vous trouverez, invitez-les à la noce. »

】 14-18. Le Secours Catholique-Caritas France participe à la rencontre « MigraMed » à Tunis. Organisée chaque année par Caritas Italiana dans un lieu différent, MigraMed rassemble les Caritas du pourtour méditerranéen touchées par le phénomène de la migration.

】 21-23. Trois nouvelles « Marches contre la pauvreté et pour la dignité », réunissant citoyens et personnes en situation de précarité, sont organisées dans les Hauts-de-Seine et à Paris.

JUILLET

】 **13-16.** Présent à Addis-Abeba, à la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, le Secours Catholique-Caritas France défend auprès des représentants des ministères des Finances la nécessité de réguler la finance et de mettre en place un comité fiscal international.

】 **23.** Création de Caritas Habitat, société foncière sociale destinée à construire des logements sociaux.

AOÛT

】 **1^{er}-11.** La cité Saint-Pierre fête ses 60 ans.



】 **27-30.** Les jeunes bénévoles de Young Caritas tiennent leur deuxième université à Saint-Malo. L'événement réunit 260 jeunes venus de toutes les délégations du Secours Catholique-Caritas France, et d'associations partenaires ainsi que des Caritas Albanie, Kosovo, Luxembourg, Mongolie et Moyen-Orient.

SEPTEMBRE

】 **17.** Le pape François reçoit en mains propres le livre *Les nouveaux visages de l'esclavage*, ouvrage porté par le Secours Catholique-Caritas France et le Collectif contre la traite. Le pape félicite notre association pour son engagement dans la lutte contre la traite des êtres humains.

】 **23.** Véronique Fayet, présidente du Secours Catholique-Caritas France, signe la convention de partenariat avec l'association « Lire pour en sortir » qui favorise la lecture chez les personnes en détention.

DÉCEMBRE

】 **1^{er}-11.** Dans le cadre de la COP21 et du Sommet citoyen organisé en parallèle, le Secours Catholique-Caritas France s'engage pour une justice climat à travers des actions de plaidoyer menées avec ses partenaires du monde entier, mais aussi des conférences et des actions citoyennes.



】 **22.** Le Réseau Éco Habitat, partenaire du Secours Catholique-Caritas France, est lauréat de « La France s'engage », un label qui récompense les projets les plus innovants au service de la société.

】 **24.** Cinq péniches sont mobilisées pour le traditionnel réveillon solidaire qui réunit chaque année sur la Seine 500 personnes et 100 bénévoles.

OCTOBRE

】 **1^{er}** Pour célébrer les 70 ans de la revue *Messages*, le Secours Catholique-Caritas France publie un numéro spécial réalisé en association avec des personnes en situation de précarité.

】 **3-4.** La Côte d'Azur connaît des inondations meurtrières et sans précédent. La délégation Alpes-Maritimes du Secours Catholique-Caritas France, en concertation avec le référent Urgences de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, mobilise 40 bénévoles par jour venus de 22 délégations pour une opération qui se prolonge jusqu'à Noël.

】 **25-30.** Le Secours Catholique-Caritas France organise une rencontre des familles et de la mobilisation citoyenne à Lourdes. 600 personnes dont 200 enfants vivent ensemble des temps d'échange et de détente.



】 **26.** Aux côtés de requérants afghans, érythréens, irakiens, soudanais et syriens, Médecins du Monde et le Secours Catholique-Caritas France déposent devant le tribunal administratif de Lille un recours en référé pour dénoncer le non-respect de plusieurs droits fondamentaux des migrants à Calais.

】 **27.** Mise en ligne du tout nouveau site web du Secours Catholique-Caritas France.

NOVEMBRE

】 **5.** Le Secours Catholique-Caritas France publie son 33^e rapport statistique annuel sur l'évolution de la pauvreté en France, consacré notamment à la question de la mobilité.

】 **7.** La cité Saint-Pierre accueille une délégation de 70 évêques à l'occasion de leur assemblée plénière d'automne. Un échange sur les actions du Secours Catholique-Caritas France a lieu.

】 **13-15.** La fondation Jean Rodhain tient un colloque sur le thème : « Comment élaborer une théologie et une éthique sociales à partir des plus pauvres ? »



CHRISTOPHE HARGOUES / AGCF

UN RÉSEAU AU SERVICE DES ACTIONS

L'ensemble des 67 500 bénévoles, 971 salariés, ainsi que des volontaires et stagiaires du Secours Catholique-Caritas France, se retrouvent aujourd'hui, avec les personnes en situation de précarité qui le souhaitent, autour d'une « charte de l'engagement » reposant sur une idée-force : la précarité se combat avec ceux qui la vivent. Un positionnement qui assure la cohérence de nos actions de terrain, en France comme dans le monde entier.

Vers une charte de l'engagement de tous les acteurs

La réflexion menée en 2014 sur l'évolution de l'engagement, tant au sein du Secours Catholique-Caritas France que dans la société, a fait apparaître deux axes forts. Premièrement, une volonté d'ouvrir encore davantage nos propositions d'engagement, notamment aux personnes vivant ou ayant vécu la pauvreté. Deuxièmement, le désir de fédérer autour d'une « charte de l'engagement » tous les acteurs de l'association : bénévoles, salariés, volontaires, stagiaires... La rédaction de ce document s'est déroulée tout au long de l'an-

née 2015, en concertation avec l'ensemble du réseau. Une consultation qui a abouti à un texte volontairement court, en 5 points, traduisant la volonté de l'association de mettre en œuvre sa vision d'une société inclusive, pensée avec tout le monde et pour tout le monde. Il y est également rappelé que s'engager, ce n'est pas uniquement agir, mais aussi se former, et donner à d'autres l'envie de nous rejoindre dans l'action.

L'engagement jeunes solidaires

Les jeunes bénévoles du Secours Catholique-Caritas France se sont approprié le réseau Young Caritas lancé

en 2013, en lien avec les autres Caritas d'Europe. Le réseau compte aujourd'hui près de 3 000 jeunes de 18 à 30 ans qui échangent sur le type d'engagement qu'ils cherchent à vivre dans l'association, en fonction de leurs possibilités et contraintes : chantiers solidaires d'été en France et à l'international, activités courantes de l'association ou sur une période déterminée, dans le cadre du service civique. Du 27 au 30 août 2015, le réseau a tenu sa deuxième université Young Caritas à Saint-Malo. Pendant quatre jours, 260 jeunes venus de toutes les délégations, mais aussi d'associations partenaires et des Caritas Albanie, Kosovo, Luxembourg, Mongolie et Moyen-Orient, ont échangé sur le thème du vivre-ensemble. Plusieurs propositions en sont sorties : la création de Young Caritas locales et de « Labos Young Caritas », des rencontres d'un week-end pour faire le point, débattre, se former et construire des projets sur des thématiques importantes comme l'accueil et l'accès aux droits des migrants, les personnes à la rue, les enjeux de la solidarité internationale...



YANN CASTANIER - HANSLUCAS.COM / SCOF

Une nouvelle ambition pour le volontariat

Le Secours Catholique-Caritas France propose toujours plus de missions de volontariat (une centaine en 2015) à des jeunes souhaitant s'engager avec des familles, des migrants, des personnes à la rue, à travers des ateliers culturels, artistiques, sportifs ou encore l'accompagnement scolaire, le montage de projet... Consciente que le volontariat peut être également un tremplin pour l'emploi, l'association a initié une nouvelle formule : des missions menées en binôme, entre un volontaire diplômé et un autre qui l'est moins. Cette intuition a été testée tout au long de l'année 2015. Les premiers résultats, très positifs, nous encouragent à poursuivre dans ce sens. La formule nous permettrait de proposer plus de missions et d'en faire de vraies opportunités pour des jeunes en situation de précarité.

Un renforcement de l'animation des territoires

La réorganisation du réseau Secours Catholique-Caritas France lancée en 2007 comportait un volet de constitution de territoires de proximité et un volet de regroupement des délégations dans l'objectif d'accroître la capacité d'animation des équipes, et cela en collaboration avec les personnes exposées à la précarité. Les 15 premiers regroupements réalisés jusqu'à présent ont été évalués en 2015 par les délégations concernées. Si cette auto-évaluation laisse apparaître des pistes d'amélioration, elle montre clairement que les regroupements permettent d'optimiser notre présence sur les territoires, et ainsi de renforcer l'animation de proximité. Parallèlement à cette démarche, le Secours Catholique-Caritas France a poursuivi et approfondi sa stratégie de mise en œuvre de l'animation territoriale. Plusieurs sessions réunissant au total 800 personnes ont été organisées en région pendant l'année. Jusqu'alors réservées

aux cadres des délégations et des directions et à l'ensemble des animateurs, ces sessions ont été ouvertes au plus grand nombre d'acteurs possible, notamment aux personnes en situation de précarité et aux référents bénévoles des territoires. Cette participation élargie s'est avérée très riche pour réfléchir à l'animation du territoire. Un groupe de travail interdirections a été lancé à la fin de 2015 en vue de capitaliser cette première expérience.

UN CONCERT UNE ÉCOLE

« En vue de développer le réseau Young Caritas à l'intérieur de la délégation des Vosges, nous avons eu l'idée de projeter un documentaire sur l'éveil citoyen de la jeunesse en Afrique et sur un de ses leaders : le chanteur de reggae Tiken Jah Fakoly. L'événement a drainé énormément de monde, et pour ne pas laisser retomber cet engouement, nous avons organisé un concert solidaire à la fin de l'année, dont les bénéfices ont été versés à l'association "Un concert une école" pour la construction d'une école au Cameroun. Cette manifestation s'est déroulée sur une journée, avec la participation de sept groupes musicaux, parmi lesquels celui de Tiken Jah Fakoly lui-même, qui ont joué devant 2 600 personnes, majoritairement des jeunes de toutes origines fédérés par Young Caritas, l'ENSTIB*, la fac de droit, l'UNICEF et le CCFD-Terre Solidaire. L'événement nous a permis d'aller à la rencontre de jeunes d'associations ou de mouvements d'Église, mais aussi de pousser la porte d'établissements scolaires et d'universités qui nous sont souvent fermés. Nous avons vraiment réussi à éveiller les gens à la solidarité. »

Jean-Marc Nicolle, initiateur du projet

* École nationale supérieure des technologies et industries du bois.



CHRISTOPHE HARGOUES / SCCF

Une redéfinition des missions régionales

Le nouveau découpage régional, effectif depuis le 1^{er} janvier 2016, a été l'occasion pour le Secours Catholique-Caritas France de réfléchir à ce qui pouvait être vécu et décidé à cet échelon. Des axes de mission ont ainsi été définis : organisation de la représentation du Secours Catholique au niveau régional, l'existence de l'échelon politique impliquant que nous soyons présents sur le terrain des relations institutionnelles face aux pouvoirs publics et aux partenaires ; développement de l'entraide et de la mutualisation des compétences entre délégations d'une même région ; organisation de la région comme lieu de coconstruction du Secours Catholique national. Chaque région réfléchit aujourd'hui à la stratégie à mettre en place pour porter au mieux ces missions.

L'avancement des chantiers prioritaires

Les 10 chantiers prioritaires lancés en 2011 au niveau national ont continué d'avancer. Leur objectif est d'éclairer et de nourrir la réflexion sur le projet national du

Secours Catholique-Caritas France pour les dix prochaines années. Le chantier sur les territoires urbains, par exemple, vise à repenser notre mode de présence dans les zones urbaines de grande pauvreté. Les équipes se sont ainsi intéressées à des expériences menées un peu partout en France, des espaces de fraternité où des personnes se retrouvent en situation d'échange et d'entraide, dans une dimension interculturelle et interreligieuse, des expériences innovantes qui interrogent la relation traditionnelle entre bénévoles et personnes en situation de précarité. En 2015, parmi ces expériences, quinze ont été capitalisées.

« J'AI APPRIS DES MILLIERS DE CHOSES, AUTANT AU NIVEAU PROFESSIONNEL QU'HUMAIN, QUI ME SERONT TRÈS UTILES POUR MA VIE FUTURE. »

PAULINE, À PROPOS DE SA MISSION DE VOLONTARIAT AU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

Une professionnalisation de tous les acteurs

C'est principalement au 1^{er} janvier 2015 que s'est mise en place la réforme de la formation professionnelle, dont une des avancées avait été souhaitée par le Secours Catholique-Caritas France : le compte personnel de formation, lié non plus à l'entreprise mais à la personne, et que les chômeurs de longue durée vont pouvoir mettre à profit pour se former. En interne, ces changements et leur

mise en œuvre ont entraîné une baisse conjoncturelle du nombre de départs en formation individuelle des salariés par rapport à 2014. La logique de parcours de montée en compétences des salariés de l'association s'est poursuivie néanmoins avec force en 2015, sous forme notamment de stages collectifs métiers ou transversaux et d'accompagnement des trajectoires individuelles.

Un nouveau dispositif de formation au développement par l'action collective a été également travaillé en 2015 pour un début de mise en œuvre en 2016. Il s'agit d'une formation de vingt-huit jours, répartis sur dix-huit mois, que nous souhaitons rendre certifiante. Ce programme implique quatre directions du Secours Catholique-Caritas France et s'adresse à des groupes mixtes composés de bénévoles, de salariés, ainsi que de personnes en situation de précarité. Aider les personnes à se réunir sur des problématiques communes pour en chercher les solutions est une modalité importante de l'animation de territoire.

La montée en compétences des acteurs de l'associa-



GAËL KERBAOL / SCSF

tion prend de multiples formes, au-delà des formations elles-mêmes. Des temps forts, comme par exemple le travail de réflexion sur le projet de délégation, sont très formateurs pour les bénévoles. Parallèlement, des dispositifs comme le codéveloppement (échanges de bonnes pratiques entre pairs) participent grandement à la montée en compétences de groupes de salariés de même métier.

UN RÉSEAU ENGAGÉ VERS LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Secours Catholique-Caritas France est engagé dans une démarche de développement durable depuis 2010, année de la réalisation d'un bilan de ses émissions à effet de serre.

Un groupe de travail a été mis en place afin de suivre les préconisations issues de ce travail. Ainsi, la collecte des déchets papiers du siège, mise en place en 2013, s'est poursuivie et renforcée en 2015, avec une collecte estimée à plusieurs tonnes de papier par an. Initié en 2015, le remplacement des bouteilles d'eau par des fontaines et gobelets réutilisables se concrétisera en 2016. Des initiatives diverses ont aussi été mises en place en délégation, notamment par la création d'ateliers « écogestes » pour travailler sur les petits gestes au quotidien qui permettent d'économiser l'énergie. L'audit sécurité des locaux de délégations, qui s'est terminé en 2015, comprend un volet « bilan énergétique » qui va permettre d'inclure cette donnée importante dans les décisions et investissements à venir.

Au titre de l'éthique, le Secours Catholique-Caritas France a validé en juin 2015 une charte des legs qui engage tous les acteurs de l'association. Un cadre de référence éthique régit également nos relations

avec les entreprises, les bailleurs privés et les établissements bancaires, notamment dans le cadre du mécénat ou de la collecte de dons.

L'employabilité de nos salariés est une préoccupation constante. L'établissement de référentiels métiers pour tous les salariés, comme prévu dans l'accord GPEC (gestion prévisionnelle des emplois et compétences) signé en juillet 2014, s'est terminé en 2015. Ces référentiels facilitent l'accompagnement et le développement des compétences de chaque salarié, ainsi que les évolutions professionnelles.

Enfin, le 70^e anniversaire du Secours Catholique-Caritas France est aussi placé sous le signe du développement durable. « Nous voulons promouvoir une société qui s'engage dans des changements profonds de styles de vie, de production et de consommation pour un monde durable, solidaire et respectueux de l'environnement », tel est l'engagement qui guidera les marches prévues à cette occasion en 2016. Les marcheurs iront à la découverte d'initiatives comme les jardins d'insertion ou les boutiques solidaires, et privilégieront l'usage de vaisselle non jetable, de gourdes, ainsi que les produits locaux de saison, le covoiturage pour rallier les lieux de rendez-vous.



ACTION FRANCE

En cette année 2015 où la France a été endeuillée par de terribles attentats et bouleversée par l'arrivée de milliers de réfugiés fuyant la guerre, les grands enjeux de société que sont le chômage, les inégalités et la précarité ont pris une acuité toute particulière. Parvenir à faire société ensemble n'est plus une option. Le Secours Catholique-Caritas France en est conscient depuis longtemps. Toute son action, mais aussi sa réflexion et son plaidoyer tendent à bâtir une société plus juste et fraternelle.

Pour déjouer la tentation du rejet de l'autre et des discours simplistes qui guette les consciences, il est de notre devoir d'innover, de repenser nos systèmes de protection sociale, et de le faire en partant de la parole et des savoirs de vie des plus pauvres tout comme des migrants qui frappent à nos portes.

Développement de l'économie sociale et solidaire, renforcement de l'accès aux droits, du travail d'enquête et d'interpellation, réorganisation de nos réseaux pour faire face à l'arrivée des migrants : le Secours Catholique-Caritas France a de nouveau démontré en 2015 qu'il est une force d'actions, de propositions et de solutions à long terme.

Laurent Seux, directeur France-Europe

MAL-LOGEMENT

Face au manque de logements sociaux et à l'accroissement de la précarité énergétique des ménages les plus pauvres, le Secours Catholique-Caritas France met en place des solutions innovantes avec ses partenaires et notamment l'ACSC. Il reste mobilisé pour obtenir l'application du droit au logement opposable (Dalo) et de la domiciliation administrative pour les personnes sans domicile stable.

Création de Caritas Habitat

La construction de logements sociaux n'atteint pas l'objectif de 150 000 par an fixé dans le plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté. Convaincu que la question du logement est cruciale pour réussir tout projet social, le Secours Catholique-Caritas France a décidé de soutenir la construction de logements très sociaux. Pour mener à bien cette mission, une société foncière a été créée en juillet 2015 : Caritas Habitat. Concrètement, son activité consiste à acheter ou à construire des logements avec mixité sociale, en collaboration avec l'État, les collectivités locales et des partenaires publics ou privés. L'objectif est aussi de financer l'implantation de maisons relais et de nouvelles boutiques solidaires. La structure permet le recours à l'épargne publique solidaire pour des projets soutenus par les membres du Réseau Caritas France ou pour des porteurs de projets à vocation sociale comportant un volet immobilier.

Des solutions à la précarité énergétique

La précarité énergétique concerne de plus en plus de personnes, au point qu'elle est devenue le deuxième poste d'aide au Secours Catholique-Caritas France, juste après l'alimentation. De nombreuses délégations ont cherché des solutions, au-delà des aides apportées par les conseils départementaux. Une dynamique qui a abouti au rapprochement de nos délégations dans l'Aisne, l'Oise et la Somme avec le « Réseau Éco Habitat ».

Créée en septembre 2014, cette structure vise à mettre les aides publiques affectées à l'isolation thermique des

habitations (programme Habiter Mieux) au service de personnes en situation de précarité énergétique qui étaient jusqu'à présent très éloignées de ces dispositifs. Les bénévoles du Secours Catholique se chargent de repérer les familles éligibles, et le Réseau Éco Habitat de faire aboutir les démarches. Au 31 décembre 2015, six dossiers ont abouti, et une trentaine sont à l'étude. Le Réseau Éco Habitat a été lauréat de « La France s'engage » à la fin de 2015. Il inspire d'autres délégations qui travaillent en lien avec les agences de rénovation et les énergéticiens, et accompagnent les familles dans la constitution de leur dossier.

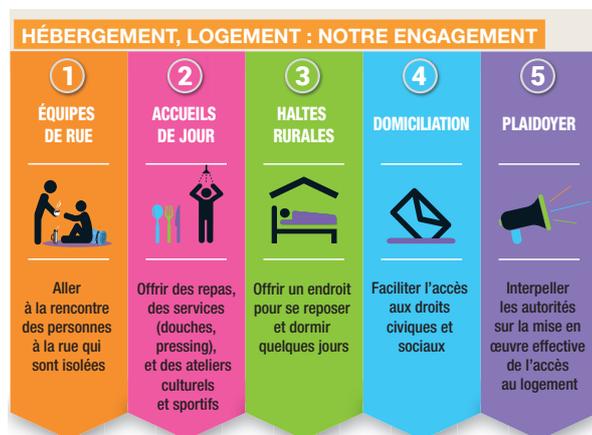
En 2015 également, nous avons présenté des propositions au niveau ministériel pour obtenir des crédits permettant de financer à un bon niveau le programme Habiter Mieux, et pour que le chèque énergie, qui remplace les tarifs sociaux, se mette en place avec succès.

Précarité et transition énergétique à la COP21

En décembre 2015, le Secours Catholique-Caritas France a participé au Sommet citoyen pour le climat, qui se tenait à Montreuil en marge de la COP21. En collaboration avec le Réseau Action Climat, nous avons proposé un atelier sur les enjeux de la transition énergétique au regard des situations vécues par les personnes en situation de précarité : efficacité énergétique et mal-logement, mobilité des personnes et transition énergétique. Les deux associations ont partagé leurs analyses et réfléchi ensemble à des politiques inclusives sur la transition énergétique, qui soient respectueuses des plus précaires. Une suite sera donnée à ces échanges très riches en vue de concilier les intérêts de tous.

Mobilisation pour le Dalo

La mobilisation pour l'application du droit au logement opposable (Dalo), initiée par le Secours Catholique-Caritas France avec la Fondation Abbé Pierre et l'association Droit au logement, a obtenu quelques résultats en 2015 en Île-de-France, région qui concentre 57 % des recours nationaux. En effet, l'État a mis en place une commission Dalo spécifique pour l'Île-de-France, réponse positive bien qu'incomplète à la proposition faite par les associations de création d'une cellule d'urgence temporaire. En outre, le préfet de région a annoncé un doublement du nombre de ménages relogés d'ici à la fin de 2017.



SOURCE : MESSAGES 707 DÉCEMBRE 2015

La mobilisation reste forte et nécessaire. À Courbevoie et dans le secteur de Clichy - Levallois, des ménages en attente de relogement se sont constitués en groupes d'action citoyenne. À Paris, une dynamique semblable est impulsée avec Solidarités nouvelles pour le logement (SNL) et le Secours Catholique, de même que dans le Val-de-Marne. Des permanences se sont créées au sein du réseau, en Île-de-France ainsi qu'à Angers et Toulouse, avec des bénévoles formés pour accompagner les personnes tout au long de la procédure Dalo. Dans cette lutte pour l'accès aux droits, notre démarche consiste à inciter les personnes et les travailleurs sociaux qui les accompagnent à aller jusqu'au recours indemnitaire pour préjudice moral et matériel. On constate en effet que les recours déclenchent des relogements pendant la procédure ou directement après.

Domiciliation des personnes à la rue

Fidèle à sa mission de défense des plus précaires, le Secours Catholique-Caritas France s'est engagé dans un travail de plaidoyer en matière de droit à la domiciliation des personnes sans domicile stable, françaises ou étrangères. Les évolutions législatives et réglementaires récentes représentent un enjeu essentiel pour rendre effectif ce droit bien souvent appliqué de manière aléatoire par les centres communaux d'action sociale (CCAS), dont c'est pourtant une mission importante et une obligation légale. Nous restons mobilisés pour accompagner ces évolutions dans les années à venir et assurer un travail de veille et de sensibilisation du grand public comme des élus. Dans cet objectif, la région Île-de-France a réuni à la fin de l'année 2015 environ 150 acteurs associatifs et institutionnels pour un partage de connaissances et d'expériences. Pour permettre aux personnes sans solution d'obtenir une adresse, l'association s'est aussi engagée, dans une vingtaine de délégations ayant obtenu un agrément, à proposer un service de domiciliation, et reste par ailleurs très impliquée dans l'association francilienne Dom'Asile,

(destinée aux migrants demandeurs d'asile et créée en 2000 avec La Cimade, la Mission populaire évangélique de France et deux Entraides protestantes), dont 7 centres sur 11 sont gérés par le Secours Catholique.



CHRISTOPHE HARGOUËS / SCOF

ENQUÊTE SUR L'HÉBERGEMENT À L'HÔTEL

L'hébergement à l'hôtel a concerné 30 000 personnes en Île-de-France en 2015, dont 15 000 enfants. Du fait de la pénurie de logements et de places dans les centres d'hébergement, cette solution en principe provisoire s'éternise souvent, faisant vivre les familles d'hôtel en hôtel et dans des conditions indignes dans 80 % des cas. En 2014, le Secours Catholique-Caritas France a mené une importante enquête en Île-de-France pour mieux connaître les publics hébergés à l'hôtel, alerter sur les conditions d'hébergement et formuler des propositions concrètes en vue de favoriser l'insertion sociale des personnes. Rendue publique en décembre 2014, cette étude a contribué à ce que le gouvernement mette en place un plan de réduction des nuitées hôtelières, présenté en février 2015. L'enquête a aussi permis de mobiliser plusieurs délégations de notre réseau (en Île-de-France, dans l'Aube et le Puy-de-Dôme) sur la problématique de l'hébergement à l'hôtel.

ACCUEIL ET DROITS DES ÉTRANGERS

La question de l'accueil des migrants a bouleversé les consciences en 2015. Face à ce défi majeur qui s'impose à nos sociétés, le Secours Catholique-Caritas France a poursuivi son action de terrain et son interpellation des pouvoirs publics, tout en entamant une réflexion pour faire monter son réseau en compétences sur ces problématiques.

Accompagner l'élan de générosité envers les migrants

L'arrivée massive de réfugiés a suscité en France et en Europe un grand élan de solidarité de la part de nombreux citoyens désireux d'agir concrètement. Encouragés par les appels du pape François, les chrétiens ont manifesté leur désir d'accueil et d'hospitalité.

Sollicitées de toutes parts, les délégations du Secours Catholique-Caritas France se sont mobilisées, en partenariat avec le Service jésuite des réfugiés (JRS) et la Pastorale des migrants, en vue d'accompagner la solidarité pour qu'elle soit efficace et durable. Ensemble, nous avons travaillé à ce que les actions concrètes d'hospitalité viennent compléter le dispositif national



LIONEL CHARRIER / MYOP / SCSF

coordonné par les pouvoirs publics, et veillé à ce que l'accueil soit scrupuleusement inconditionnel.

La mobilisation dans le Val-d'Oise

À la mi-septembre, une centaine de migrants syriens et irakiens sont arrivés sur la base de loisirs de Cergy mise à disposition par l'agglomération. La préfecture a confié au Secours Catholique-Caritas France la coordination de l'aide associative.

L'ONG Première urgence internationale a ainsi pris en charge les problèmes de santé, le Secours populaire la fourniture de vêtements et de produits d'hygiène, et le Secours Catholique l'écoute, l'aide à la traduction et l'enseignement du français. Afin d'anticiper le moment où les réfugiés régularisés auraient à quitter les lieux, l'association a lancé avec l'Église un appel à hébergements. Des parrainages ont également été mis en place pour accompagner les réfugiés dans la durée.

Renforcement du réseau pour l'accueil des migrants

En cette année 2015 où la question des réfugiés s'est imposée comme un défi majeur, les acteurs du chantier « migrants » de notre association ont choisi d'anticiper

une probable montée des tensions sur ces sujets. Ils ont fait le constat que le Secours Catholique-Caritas France, malgré une forte mobilisation de son réseau, n'est pas suffisamment prêt pour répondre aux enjeux posés par l'arrivée et la présence d'une population étrangère pré-

carisée. Tenant compte des potentialités dont notre réseau dispose, en interne comme à l'externe, les équipes proposent un programme de travail et des modalités d'organisation nouvelles qui nous

permettront, demain, de remplir pleinement notre mission. Elles ont défini les trois axes majeurs qui structurent l'ensemble de la démarche : changer le regard et les mentalités, soutenir le réseau dans l'accompagnement et l'accès aux droits, agir en partenariat avec les migrants eux-mêmes pour promouvoir une société plus juste et plus fraternelle.

Remise du rapport sur la parole des migrants

Dans le prolongement de l'action de terrain menée de longue date à Calais, le Secours Catholique-Caritas France a rendu public en avril 2015 une enquête réalisée auprès de 54 exilés présents sur place. Destiné à apporter un éclairage complémentaire aux travaux de

« L'EXEMPLE DE CETTE BASE DE LOISIRS DE CERGY DOIT MONTRER QUE C'EST POSSIBLE DE VENIR EN AIDE AUX MIGRANTS, POUR QU'ON PUISSE PAR LA SUITE EN SAUVER D'AUTRES. »

**TÉMOIGNAGE D'ABDELLAH,
BÉNÉVOLE AU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE**

la mission confiée par le ministre de l'Intérieur à Jean Aribaud et Jérôme Vignon, grâce au plaidoyer que nous avons mené en 2014, notre rapport apporte un éclairage inédit sur les parcours des migrants, leurs projets, leurs attentes et les raisons de leur présence à Calais. L'analyse de ces entretiens confirme que l'immense majorité des migrants ont fui leur pays par crainte de persécutions et qu'ils sont dans l'attente d'une protection au sens de la Convention de Genève. Cette enquête révèle également qu'il devient urgent de remettre à plat le mécanisme européen de répartition des migrants, tout comme le règlement « Dublin » qui pousse les exilés à ne présenter aucune demande d'asile, de crainte d'être renvoyés dans un pays dans lequel ils ne souhaitent pas s'installer.

Centres d'accueil et d'orientation

Le rapport sur la parole des migrants a fait prendre conscience que contrairement aux idées reçues, un



XAVIER SCHWEBEL / SCOP

nombre important d'exilés à Calais n'avaient pas initialement l'intention de se rendre en Grande-Bretagne. Cette destination est apparue au fil de leur parcours, faute d'un accueil correct dans les pays de transit. D'où notre suggestion de créer des lieux d'accueil provisoire, pour que ces personnes puissent se poser en sécurité et recevoir les informations concrètes leur permettant d'envisager une demande d'asile en France ou dans un autre État européen.

Cette proposition a été reprise dans le rapport Aribaud-Vignon remis en juillet 2015 au ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, et a conduit en octobre à l'annonce par le ministre de la création de « centres de répit ».

Référé tribunal administratif

En 2015, le Secours Catholique-Caritas France a pu se féliciter d'une décision de justice allant dans le sens de son plaidoyer pour les migrants de Calais. Le 26 octobre, des requérants afghans, érythréens, irakiens, soudanais et syriens, soutenus par le Secours Catholique et Médecins du Monde dans la procédure, ont déposé devant le tribunal administratif de Lille un recours en référé pour dénoncer le non-respect de plusieurs de leurs droits fondamentaux : le droit d'asile, mais aussi le droit au respect de la vie, à la dignité humaine et à ne pas subir de traitements inhumains ou dégradants. Convaincu par la gravité de la situation, le juge des référés a ordonné à l'État et aux autorités locales de prendre rapidement des mesures pour améliorer les conditions de vie de ces personnes et d'assurer la protection des mineurs isolés (recensement et mise à l'abri). Le jugement a été confirmé par le Conseil d'État.

JUSTICE ET PRISON

Au-delà des aides financières individuelles, les 90 référents et 2 000 bénévoles des équipes prison du Secours Catholique-Caritas France ont à cœur d'accompagner la reconstruction de l'estime de soi des personnes détenues les plus défavorisées. Cela passe par la défense de leur droit à une vie digne en tant que citoyens à part entière.

Engagement de tout le réseau sur la thématique prison

Les équipes prison du Secours Catholique-Caritas France interviennent de moins en moins sur des aides financières individuelles pour privilégier d'autres actions : accompagnement de permissions dans le cadre d'une préparation à la sortie, lutte contre l'isolement, notamment pour les personnes détenues ne pouvant travailler et n'ayant pas de contacts avec l'extérieur. Sachant qu'un quart des personnes détenues sont illettrées, plusieurs équipes se sont lancées dans la fonction d'écrivains publics bénévoles. Deux formations sur la définition et l'éthique de cet accompagnement leur ont été proposées en 2015.

Nos équipes sensibilisent également les réseaux internes pour qu'ils accueillent des personnes condamnées à une peine en milieu ouvert. L'expérience montre qu'accomplir sa mission de travail d'intérêt général dans une association comme la nôtre est valorisant pour les personnes. Certaines continuent comme bénévoles par la suite.

Plaidoyer pour les droits citoyens des détenus

Il y a peu en Allemagne, 400 détenus ont revendiqué leur droit de s'organiser en syndicats et d'obtenir une juste rémunération. S'inspirant de cette initiative, le Secours Catholique-Caritas France a mené une étude auprès des Caritas de l'Union européenne et des associations par-



ÉLODIE PERRIOT / SCSF

tenaires pour faire l'état des lieux du droit d'expression des personnes en détention. Il en a découlé un projet de plaidoyer mené avec Caritas Allemagne. Se fondant sur les règles du Conseil de l'Europe, ce plaidoyer demande à ce que les personnes exécutant une mesure de justice puissent saisir leur capacité d'initiative citoyenne. Le noyau initiateur de la campagne élabore les bases d'un plan d'action qui sera proposé à toutes les Caritas d'Europe ainsi qu'aux aumôneries des prisons et aux partenaires sociaux.

Domiciliation des personnes en prison

Bien souvent, les personnes en détention perdent leur domiciliation administrative ou sont domiciliées au centre pénitentiaire. Après leur sortie, la remise en route de leurs droits (RSA, allocation aux adultes handicapés...) est très lente et difficile. La loi Taubira de 2014 permet désormais d'anticiper la domiciliation de ces personnes auprès du CCAS de la commune dans laquelle elles ont un projet de réinsertion, dès lors qu'elles n'ont plus de domicile ou qu'elles sont dans l'interdiction de retourner chez elles. Les CCAS appliquant ce droit de façon aléatoire, le Secours Catholique-Caritas France est parfois contraint de pallier ces carences en s'engageant dans la domi-

ciliation des personnes avant leur sortie de prison ; un service est assuré dans une vingtaine de délégations ayant obtenu l'agrément nécessaire.

Lire pour en sortir

Dans le cadre de ses partenariats, le Secours Catholique-Caritas France a soutenu le lancement en 2015 de l'association « Lire pour en sortir ». Inspirée d'une expérience menée au Brésil, son objectif est de placer la lecture au cœur du processus de réinsertion de prisonniers condamnés à de courtes peines. Les personnes détenues participant à cette initiative peuvent se voir accorder des remises de peines étendues par la loi du 15 août 2014. La convention partenariale stipule que le Secours Catholique-Caritas France participe à la formation des bénévoles et fasse l'intermédiaire auprès des établissements pénitentiaires. Démarrée dans la maison d'arrêt de Châlons, cette initiative a suscité l'intérêt d'un tiers des détenus en quelques mois. Elle s'avère très utile pour identifier et accompagner les plus exclus et les plus éloignés de la lecture, du fait d'un parcours scolaire difficile. Le livre devient le levier pour eux d'une prise de conscience de leurs capacités.

EMPLOI ET ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Dans un contexte économique qui reste tendu, le Secours Catholique-Caritas France agit sur l'emploi en accompagnant les personnes les plus fragiles, en soutenant des structures d'insertion, notamment avec son partenaire Tissons la solidarité, et en poursuivant son plaidoyer auprès des pouvoirs publics. En outre, nos délégations relaient nos revendications en faveur de la formation des chômeurs de longue durée auprès des régions, toujours plus compétentes en matière d'emploi.

Accompagnement collectif vers et dans l'emploi

En 2015, les équipes du Secours Catholique-Caritas France ont privilégié l'accompagnement collectif des personnes en recherche d'emploi. Une à deux fois par mois, celles-ci se retrouvent pour travailler ensemble sur une thématique ou témoigner de leurs situations respectives. L'expérience montre que ces échanges permettent de sortir de l'isolement, de valoriser ses propres expériences et de se stimuler mutuellement. Cette pratique a d'ailleurs été intégrée comme cap du chantier emploi jusqu'en 2016. Pour faciliter les réinsertions dans le monde du travail, certaines équipes organisent des rencontres entre les demandeurs d'emploi et les ressources humaines de structures ou entreprises locales. Environ 350 bénévoles dans 50 équipes sont engagés dans ce sens.

Engagement dans l'économie sociale et solidaire

Le Secours Catholique-Caritas France soutient des structures qui se créent dans le secteur de l'économie sociale et solidaire et les met en réseau, notamment avec son partenaire Tissons la solidarité, accompagne des études de faisabilité de projets, ou apporte une aide financière, comme au réseau des Jardins de Cocagne qui rend des AMAP (associations pour le maintien d'une agriculture paysanne) accessibles aux personnes en situation de précarité. Nous développons également des projets en propre, qui visent à créer du lien social, comme des boutiques, des cafés ou épiceries solidaires. Nous nous basons pour cela

sur un modèle économique responsable capable de développer une activité pérenne : valorisation de la matière première que sont les dons en nature ou en espèces, réduction des coûts fixes (locaux à loyers faibles ou prêtés par les mairies), revenus des ventes solidaires auprès de publics en situation précaire ou non.

Accès à la mobilité

À partir des constats faits dans l'édition 2015 de son rapport statistique, axée sur la question de la mobilité, le Secours Catholique-Caritas France a encouragé les délégations qui développent des solutions innovantes : transport à la demande, covoiturage, aide à l'achat de véhicule, service mobile.

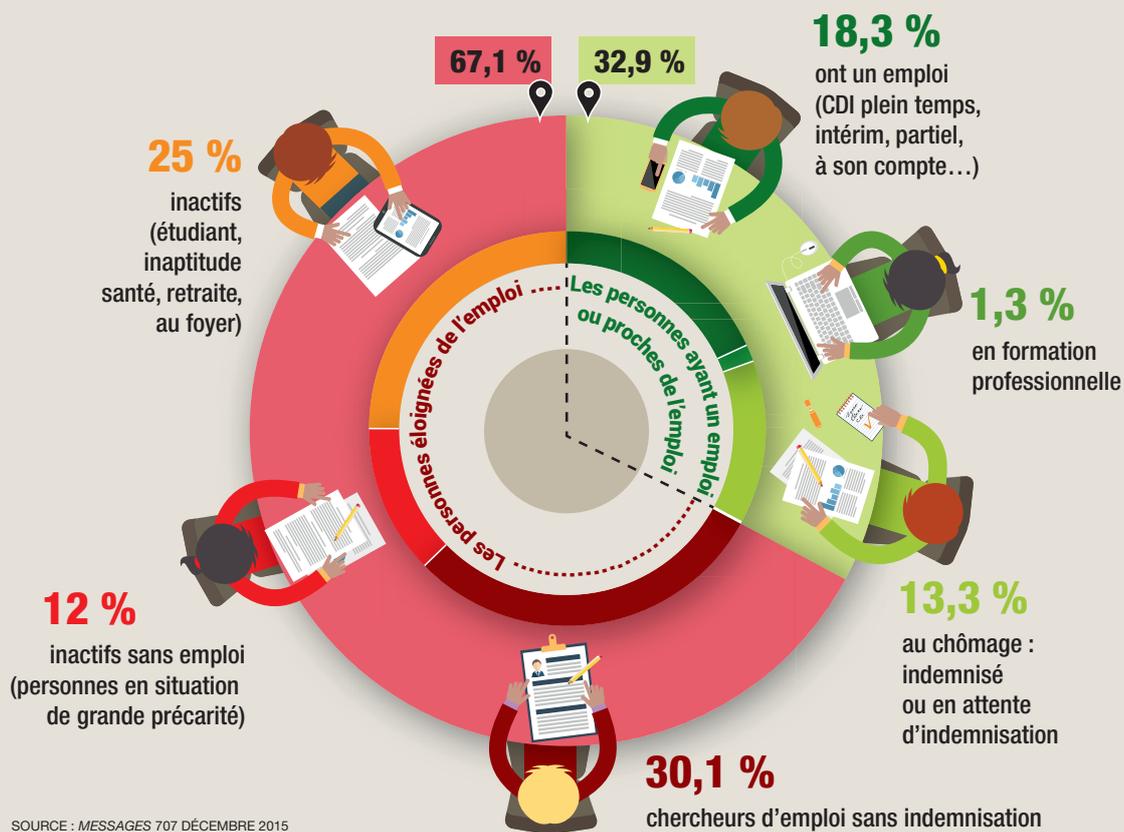
RAPPORT STATISTIQUE SUR LA MOBILITÉ

Le 5 novembre 2015, le Secours Catholique-Caritas France a publié son rapport statistique annuel. À partir de l'observation sur le terrain de plus de 90 000 situations (sur les 1 425 000 personnes accueillies en 2014), ce rapport rend compte de l'évolution de la pauvreté en France et propose des solutions. Les exécutifs régionaux élus en décembre 2015 ayant comme nouvelle prérogative la gestion des questions de mobilité sur leur territoire, le Secours Catholique-Caritas France a souhaité approfondir la thématique mobilité pour savoir quelles contraintes vivent les personnes en situation de précarité et quelles solutions émergent de leur expérience. Différents points ont ainsi été analysés : seuil de revenus pour avoir une voiture, coût du permis de conduire, développement pour tous d'alternatives à la voiture avec notamment des tarifs réduits dans les transports en commun pour les personnes en situation de précarité, accès aux professionnels de santé, aux loisirs et à la culture, impact de cette problématique sur les liens familiaux et amicaux, place des réseaux d'entraide locaux. Cette étude approfondie confirme que le droit à la mobilité est essentiel à la recherche d'emploi, mais aussi à l'accès et à l'exercice de tous les droits fondamentaux.



XAVIER SCWIBEL / SOCF

SITUATION FACE À L'EMPLOI DES PERSONNES ACCOMPAGNÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE



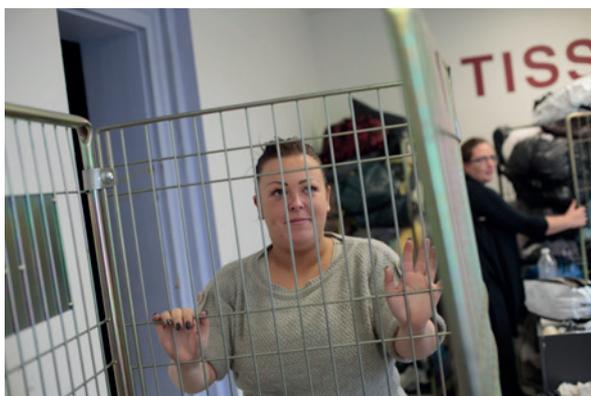
SOURCE : MESSAGES 707 DÉCEMBRE 2015

Notre soutien au réseau de garages solidaires Solidarauto s'est intensifié, à travers la signature d'une charte et le financement d'un poste de chargé de mission pour développer le concept. Les garages solidaires sont des associations autonomes, gérées bénévolement, employant des professionnels confirmés et des personnes en insertion. Leurs valeurs sont le professionnalisme, l'accueil et la solidarité. Plateformes de dons de véhicules, ces garages se chargent de les remettre en état afin qu'ils puissent être vendus à prix solidaire à des personnes accompagnées par le Secours Catholique ou orientées par les services sociaux. Le véhicule est garanti (pièces et main-d'œuvre). Chaque garage assure

1 000 réparations et 100 ventes de véhicules d'occasion par année. À la fin de l'année 2015, il existait déjà 2 garages et 15 projets étaient à l'étude.

Inclusion bancaire

Afin de permettre à des personnes à faibles ressources d'accéder au crédit, le Secours Catholique-Caritas France a créé un fonds de garantie pour sécuriser les microcrédits. 458 personnes ont été accompagnées en 2015, avec un taux de sinistres de seulement 7 %. Membres du collège des associations qui compose l'Observatoire de l'inclusion bancaire, aux côtés du collège des banques et de celui des pouvoirs publics, nous participons à l'évaluation des pratiques bancaires envers les clientèles fragiles. Des indicateurs quantitatifs (nombre de guichets, agences en territoires populaires...) ou qualitatifs (commissions de solidarité étudiant les incidents, programmes d'éducation financière...) ont été définis. Pour plus de transparence, nous demandons la levée de l'anonymat des banques dans les rapports produits chaque année. Nous menons également campagne pour que les Points conseil budget prévus dans le plan national de lutte contre la pauvreté soient mis en place. Ils permettraient d'accompagner les ménages afin de limiter les risques de surendettement.



SEBASTIEN LE GLEZIO / SCOC

SOLIDARITÉS FAMILIALES

L'objectif de l'accompagnement des familles est de permettre à chacun, enfants comme parents, de s'accomplir en prenant pleinement sa place dans la société. Et cela se vit à travers la plupart des actions que nos 67 500 bénévoles ont menées auprès de 320 000 familles en 2015.



GAËL KERBAOL / SCOF

Un accompagnement positif des familles

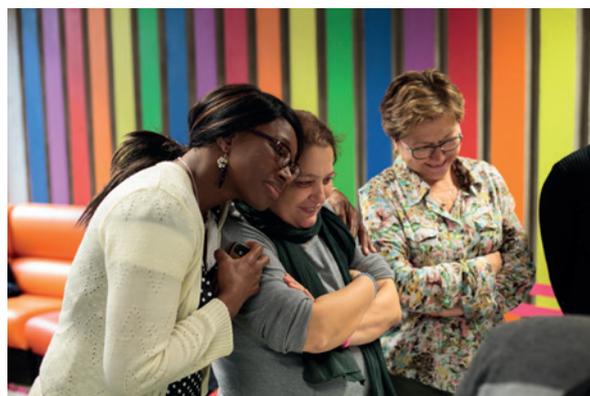
L'absence de liens sociaux est souvent un facteur aggravant de la précarité des familles. C'est pourquoi l'accompagnement du Secours Catholique-Caritas France vise avant tout à renforcer ces liens nécessaires à l'épanouissement des foyers. Cela passe par la valorisation de tous, enfants comme parents, et la mise en lumière de leurs talents pour que la famille retrouve un regard positif sur elle-même, tisse des liens avec d'autres en vue de construire des projets ensemble pour améliorer la vie locale. Toutes les actions que le Secours Catholique-Caritas France mène avec les familles en tant que telles, ou avec chacun de ses membres, participent de cette dynamique positive, surtout pour les ménages très isolés, qui ont peu ou pas d'occasions de sorties et ont souvent une mauvaise expérience du lien avec l'extérieur. L'interaction avec les autres permet de se construire des repères éducatifs. Cette approche est conforme au projet national du Secours Catholique qui préconise d'agir avec les personnes.

Rencontre à Lourdes

Du 25 au 30 octobre 2015, le Secours Catholique-Caritas France a organisé une rencontre familiale à Lourdes. Parmi les 600 personnes (dont 200 enfants) qui ont participé à cet événement, 70 % n'avaient jamais quitté leur commune jusque-là. L'idée de ce séjour de réflexion et de vacances est partie de la volonté d'écrire avec les familles elles-mêmes un document de positionnement national sur l'accompagnement des familles. Les participants ont ainsi été amenés à réfléchir par groupes de 10 personnes à des thèmes comme la vie de famille, le lien avec l'extérieur (amis, quartier, institutions...) ou encore les changements à apporter dans la société. Le quatrième jour, le groupe a rejoint une équipe spécialisée dans la mobilisation citoyenne pour réfléchir aux éventuelles actions à mener afin de concrétiser les désirs de changement exprimés. Après la réflexion, les loisirs partagés ont été une occasion inédite pour beaucoup de s'ouvrir au monde grâce aux excursions, et à la foi de l'autre, grâce entre autres aux visites du sanctuaire ou de la cité Saint-Pierre. Pour des personnes qui n'avaient pas l'habitude de tels échanges, se découvrir acteurs de leur séjour a été particulièrement riche de sens et valorisant. Des familles de régions différentes ont gardé le contact. Un groupe Facebook a été créé par les enfants, dont certains ont exprimé leur désir de participer à la réflexion une prochaine fois.

Avancement du chantier famille

La famille est un des 10 chantiers prioritaires définis par le Secours Catholique-Caritas France en 2011. En vue de repenser notre action envers ces publics, nous analysons ce qui fonctionne, ce qui peut être amendé, et nous allons à la découverte de projets existants cor-



SÉBASTIEN LE GLEZIO / SCOF



GAEL KERBAOL / SCOF

respondant à nos ambitions d’agir avec les personnes. Certaines de nos actions anciennes portent déjà cette ambition en elles, telles que l’accompagnement scolaire, s’il est fait avec la contribution des parents et des bénévoles, ou l’Accueil familial de vacances.

En effet, pour se construire, l’enfant s’inspire autant de l’éducation reçue à la maison que des expériences vécues en dehors. Aussi toute action permettant des liens vers des réseaux extérieurs est éducative. D’autres

projets, plus innovants, ont été initiés comme l’idée de « Dimanche entre amis » lancée par des bénévoles pour animer la vie de quartier le week-end et reprise par les familles elles-mêmes.

Dans la capitalisation de ces expériences, la rencontre familiale à Lourdes

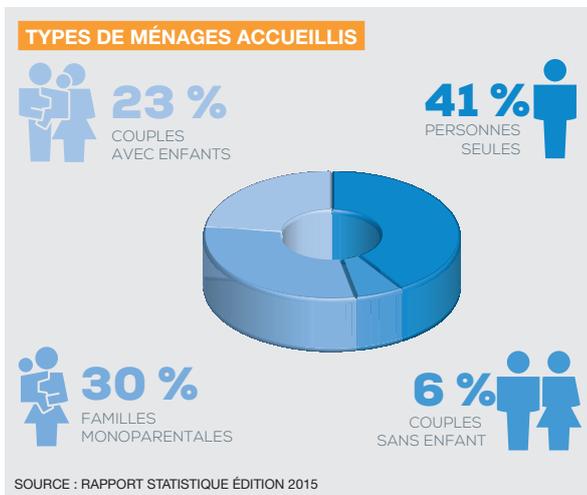
aura occupé une part très importante.

« ON ÉDUQUE LES ENFANTS EN FAISANT AVEC EUX ET EN OUVRANT LA FAMILLE SUR LES AUTRES. »

PAROLE DE L’UN DES PARTICIPANTS
À LA RENCONTRE FAMILIALE DE LOURDES

Des vacances pour tous

Avec l’Accueil familial de vacances (AFV), 2 000 enfants ont pu vivre dans une famille pendant deux ou trois semaines de l’été 2015, et plus de 5 000 personnes ont bénéficié d’un séjour collectif ou de Vacances en famille. Grâce à la dotation de 540 000 euros de l’Agence nationale pour les Chèques-Vacances (ANCV), le Secours Catholique-Caritas France a été en mesure de soutenir de nouveaux projets de vacances pour les personnes en situation de précarité, qu’elles soient en famille ou isolées. C’est ainsi que plus de 600 enfants et adolescents ont pu partir, en général pour une quinzaine de jours, en camping ou dans des centres de vacances, et que des familles vivant à la rue ont pu se rendre avec des bénévoles à Saint-Jacques-de-Compostelle en 2015. Ces expériences sont essentielles. Les personnes en sortent renforcées, riches du sentiment d’avoir réussi quelque chose.



URGENCES

Le Secours Catholique-Caritas France développe les capacités de son réseau à répondre aux urgences. 1 100 bénévoles sont mobilisables rapidement et dans la durée sur tout le territoire national. Leur rôle n'est pas de se substituer aux urgentistes, mais de se positionner sur les actions d'écoute et de réhabilitation afin de prendre le relais quand les autres acteurs se retirent.



ÉLODIE PERRIOT / SCGF

Renouvellement de l'agrément national

En quinze ans d'interventions lors de catastrophes naturelles ou technologiques, en France métropolitaine et d'outre-mer, le département Urgences du Secours Catholique-Caritas France n'a cessé de se professionnaliser. En 2015, il a obtenu pour la troisième fois l'agrément de la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC) du ministère de l'Intérieur qui lui accorde des compétences pour deux types de missions : le soutien aux populations sinistrées, par l'écoute et les visites à domicile, domaine où nous sommes précurseurs ; l'encadrement des bénévoles spontanés, qui est assuré par une équipe d'une douzaine de bénévoles formés.

Situation d'urgence à Calais

En juin 2015, face à la dégradation alarmante des conditions de vie des 3 000 exilés installés aux abords de Calais, le Secours Catholique-Caritas France, Médecins du Monde, le Secours Islamique France et Solidarités

International ont décidé d'une opération d'urgence conjointe. Une équipe de bénévoles urgence a ainsi été dépêchée sur place pour apporter des moyens (800 kits urgence) et des compétences afin de construire avec les exilés eux-mêmes des abris, des cuisines collectives et autres aménagements. Pendant les vacances d'été, nous avons également lancé un appel à participer à un chantier solidaire. L'occasion d'attirer de nouveaux bénévoles, comme un groupe d'étudiantes de la Sorbonne, ou encore des jeunes parlant anglais et arabe, qui se sont avérés dans nos réseaux plus nombreux qu'on ne l'aurait pensé.

Urgences transfrontalières dans le Pacifique

Bien que la Nouvelle-Calédonie ait été épargnée par les cyclones de ces dernières années, notre délégation sur place, du fait de son implantation et de sa position géographique, a pris l'habitude d'opérer et de se préparer avec Caritas Océanie au soutien éventuel des populations frontalières des collectivités territoriales d'outre-

LE RÉCIT DE L'INTERVENTION AUPRÈS DES SINISTRÉS DES ALPES-MARITIMES

Par Adélaïde Bertrand, responsable de la délégation
des Alpes-Maritimes

« Le 3 octobre, Nice a connu des inondations meurtrières et sans précédent. J'ai aussitôt appelé le département Urgences France du Secours Catholique et pris la décision de faire venir son référent PACA sur place. Nous avons commencé par la phase d'évaluation des besoins, qui a duré cinq jours. Nous avons ensuite donné notre feu vert pour l'installation de trois postes de coordination à partir desquels les bénévoles se rendaient en binôme chez les personnes sinistrées. Le poste de pilotage basé à la délégation assurait le recrutement des équipes, leur hébergement, et supervisait les relations avec les magasins d'électroménager, les médias, les mairies, les CCAS, les paroisses... Il nous fallait une quarantaine de bénévoles par jour, qui sont venus de 22 délégations. En cours d'opération, un quatrième poste a été créé,



dans un quartier très défavorisé dont les habitants n'avaient vu aucun secouriste depuis le 3 octobre. Les bénévoles y ont découvert une réalité urbaine à laquelle ils n'étaient pas habitués : des personnes sans papiers vivant à dix dans des caves. Il leur a fallu faire la part de ce qui relevait de l'urgence et d'un accompagnement plus classique pour la délégation ou les CCAS. Le dispositif Urgences avec les visites a duré près de trois mois, jusqu'à Noël, et mobilisé 250 bénévoles. »

mer. Après le passage du cyclone Pam, qui a touché la moitié de la population de l'archipel du Vanuatu en mars 2015, nous avons expérimenté une nouvelle approche. Les équipes Urgences internationales récoltaient les fonds, pendant que l'équipe Urgences France travaillait sur le terrain avec l'Église locale pour répondre

aux besoins des habitants. Les bénévoles et les donateurs ont été nombreux à se mobiliser. 150 000 euros ont ainsi pu être affectés à un projet de réhabilitation d'école, dans lequel la délégation de Nouvelle-Calédonie a souhaité s'impliquer en partenariat avec la direction diocésaine de l'Enseignement catholique.

PLAIDOYER ET ACTIONS CITOYENNES

En 2015 le Secours Catholique-Caritas France a poursuivi son plaidoyer contre la précarité en France, tout en repensant la cohérence de son action par rapport à l'international. L'action France utilisera désormais le terme de « plaidoyer » plutôt que « action institutionnelle », car il traduit mieux notre démarche englobant aussi la sensibilisation et l'action citoyenne.

Redéfinition du plaidoyer

À la suite des tragédies qui ont bousculé les fondements du vivre-ensemble en 2015, nos directions France-Europe et Action internationale ont redéfini leurs axes et missions de plaidoyer. Pour l'action France, le terme de « plaidoyer » remplace désormais celui d'« action institutionnelle », jugé trop réducteur car n'incluant ni l'action citoyenne ni la sensibilisation. Une conviction politique forte a également été adoptée : « Pour vivre aujourd'hui ensemble et dans la confiance, chacun doit pouvoir contribuer à la société et être protégé. » Il en découle trois enjeux de plaidoyer : lutter contre les préjugés, particulièrement vis-à-vis des personnes en situation précaire et des migrants ; permettre à chacun d'accéder au savoir et de faire reconnaître ses savoirs ; repenser la protection sociale pour garantir la protection de tous.



Dans la méthode, notre action de plaidoyer se base sur les savoirs de vie développés par les personnes en situation de précarité autant que sur des constats et expertises académiques. Du fait de notre appartenance à



XAVIER SCHWIBEL / SCOF

Caritas Europa, nous veillons à ce que les sujets français trouvent un prolongement européen (et inversement), comme dans le cas emblématique de Calais.

Élections régionales

Les élections régionales de 2015 nous ont donné l'occasion d'interpeller les candidats, mais surtout de commencer à prendre contact avec les nouveaux élus sur la mobilité et la formation professionnelle, deux problématiques où notre expertise comme nos actions sont reconnues, et qui sont de la responsabilité des nouvelles régions. En matière de transports, la région devient en effet organisatrice de l'intégralité de la mobilité interurbaine et des services non urbains. Elle est aussi un acteur désormais central du service public de l'emploi, notamment en ce qui concerne les chômeurs de longue durée.

Plaidoyer pour la formation

Le plaidoyer en faveur de la formation initié en 2014 par le Secours Catholique-Caritas France et ses partenaires porte ses fruits. En février 2015, plusieurs des revendications sur la formation des chômeurs de longue durée ont été reprises dans le plan du ministre du Travail François Rebsamen, notamment la proposition d'un abondement de 200 heures du compte personnel de formation (CPF) des chômeurs de longue durée. Le plaidoyer se poursuit. Il est repris par nos délégations au niveau des régions, qui ont des compétences accrues en matière de formation.

Lutter contre le non-recours

Le Secours Catholique-Caritas France est très actif au sein du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE) sur la question du « non-recours ». On constate en effet une rupture de l'égalité devant la loi entre des personnes bien informées qui font valoir leurs droits et celles, plus en difficulté, qui ne le font pas, par ignorance, découragement ou manque d'accompagnement, ou du fait de la complexité des procédures. Sur nos recommandations, le gouvernement a lancé un outil de simulation permettant de calculer ses droits, outil qui a été amendé par des personnes accompagnées par notre association.

Territoires zéro chômage de longue durée

Le 9 décembre 2015, l'Assemblée nationale a adopté en première lecture la proposition de loi « Territoires zéro chômage de longue durée » inspirée par un projet d'ATD Quart Monde soutenu par le Secours Catholique-Caritas France. Considérant que toute personne est capable d'être employée utilement pour la société, le projet propose de réorienter les budgets engagés dans la lutte contre le chômage de longue durée vers la création d'activités en CDI dans des entreprises à but d'emploi créées à cette fin. Des emplois qui sont financés en partie par les dépenses sociales réaffectées et en partie par les recettes générées par l'activité.

Droit à l'alimentation et sécurité alimentaire

Dans le cadre de la campagne pour le droit à l'alimentation lancée par le réseau Caritas Internationalis, le Secours Catholique-Caritas France a participé à la plateforme française pour les Droits économiques, sociaux et culturels (DESC). Dans le rapport que celle-ci a remis aux Nations unies sur la situation des DESC en France, nous constatons et dénonçons la non-reconnaissance et la non-protection du droit à l'alimentation en France. Nous préconisons la mise en place d'un système de mesure, d'analyse et de suivi de l'insécurité alimentaire, l'adoption d'une loi-cadre relative au droit à l'alimentation, la cohérence des politiques nationales et la participation des citoyens concernés à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation des réponses à l'insécurité alimentaire.

Des rencontres animées par le Groupe national d'action citoyenne

Créé en 2013, le Groupe national d'action citoyenne (GNAC) est un réseau national composé d'acteurs divers du Secours Catholique-Caritas France, notamment des personnes en situation de précarité. Le groupe travaille

tout au long de l'année au développement de l'action citoyenne : des actions collectives d'interpellation du grand public, des institutions et des pouvoirs publics. À la fin de 2015, les participants ont pour la première fois préparé et animé ensemble une manifestation nationale qui a

rassemblée 80 personnes. Cette rencontre s'est déroulée en même temps que les Rencontres familiales de Lourdes. Il s'agissait d'aider chacun à réfléchir à la manière de traduire ses désirs de changement en actions d'interpellation des pouvoirs publics. À partir d'exemples d'expériences françaises et étrangères, les participants

ont réfléchi à la façon dont l'action citoyenne peut contribuer au modèle de société auquel elles aspirent.

Marcher pour faire reculer la pauvreté

L'idée d'une « marche contre la pauvreté et pour la dignité » est née en 2013 du désir de permettre aux personnes en situation de précarité de formuler elles-mêmes des propositions aux pouvoirs publics. Au vu du succès de la première édition, trois nouvelles marches ont été organisées en juin dans les Hauts-de-Seine et à Paris avec l'aide logistique du Secours Catholique-Caritas France.

« LA MARCHÉ CONTRE LA PAUVRETÉ ET POUR LA DIGNITÉ EST UN ÉVÉNEMENT À MI-CHEMIN ENTRE LA MANIFESTATION ET LA RANDONNÉE. ELLE SE DÉROULE DANS UNE AMBIANCE FESTIVE TOUT EN PORTANT DES REVENDICATIONS FORTES. L'OBJECTIF EST D'INTERPELLER L'OPINION ET LES POUVOIRS PUBLICS SUR DES SITUATIONS DE PRÉCARITÉ. »

KHALID HOSNI, MEMBRE DU GROUPE D'ACTION CITOYENNE LES JOYEUX Z'ENGAGÉS



XAVIER SCHWIBEL / SCGF



XAVIER SCHWIBEL / SCSF

ACTION INTERNATIONALE

L'année 2015 fut marquée par trois rencontres internationales majeures : la conférence sur le financement du développement, tenue en juillet à Addis-Abeba, celle relative aux Objectifs du développement durable 2015-2030 en septembre à New York, et enfin la COP21 en décembre à Paris.

Le Secours Catholique-Caritas France s'est fortement impliqué dans ces trois rendez-vous décisifs pour l'ensemble de l'humanité, ainsi que dans leurs réunions préparatoires, en étroite coordination avec les différents réseaux associatifs français ou internationaux auxquels il appartient, ainsi qu'avec ses partenaires du Sud. Il convenait en effet de faire en sorte que la parole et les demandes des personnes les plus vulnérables soient entendues au sein de ces assemblées décisionnelles.

De la même façon, aux niveaux sous-régionaux ou nationaux, que ce soit en Afrique avec le programme « Tournons la page », en Birmanie, en Israël ou encore au Pérou, d'autres initiatives ont été prises ou développées dans le même sens, incluant les populations marginalisées ou les organisations de la société civile, dans le but de favoriser des processus de participation et de démocratie citoyenne.

Marc Laroche, directeur action et plaidoyer internationaux

URGENCES

L'année 2015 a été marquée par deux urgences internationales majeures : le conflit syrien qui continue de faire des milliers de déplacés et de réfugiés, et le tremblement de terre au Népal. Le Secours Catholique-Caritas France est intervenu sur ces deux fronts, sans délaisser d'autres crises, notamment les crises oubliées comme en Érythrée, au Soudan ou dans l'État Kachin, en Birmanie, où le conflit entre la guérilla et la junte a repris en 2011.

Le soutien à des milliers de déplacés et de réfugiés

En quatre années, le conflit en Syrie a fait près de cinq millions de réfugiés, installés dans les pays voisins pour l'immense majorité d'entre eux. Face à cette crise humanitaire qui en 2015 s'est étendue d'Alep à Calais, le Secours Catholique-Caritas France s'est engagé tant auprès des populations restées en Syrie, qu'auprès des exilés au Liban, en Turquie, en Jordanie, et tout au long de leur route à travers l'Europe, à Vintimille en Italie, en Serbie et en Croatie. En partenariat avec les Caritas de ces pays, JRS (Jesuit Refugee Service) ou d'autres associations qui mènent des opérations transfrontalières depuis le Liban, nous avons soutenu des actions humanitaires, dont des projets de formation ou d'éducation pour préserver l'avenir : formation professionnelle pour les femmes déplacées et soutien aux étudiants d'Alep. Fidèles à nos statuts et aux principes humanitaires, notre aide s'est faite sans distinction de confession, de nationalité ou d'origine. Avec d'autres ONG ou avec Caritas Internationalis, nous contribuons également à des plaidoyers pour la paix en Syrie.

De l'urgence à la reconstruction

Le puissant séisme qui a frappé le Népal en avril, puis en mai 2015, a tué 8 800 personnes et en a jeté des

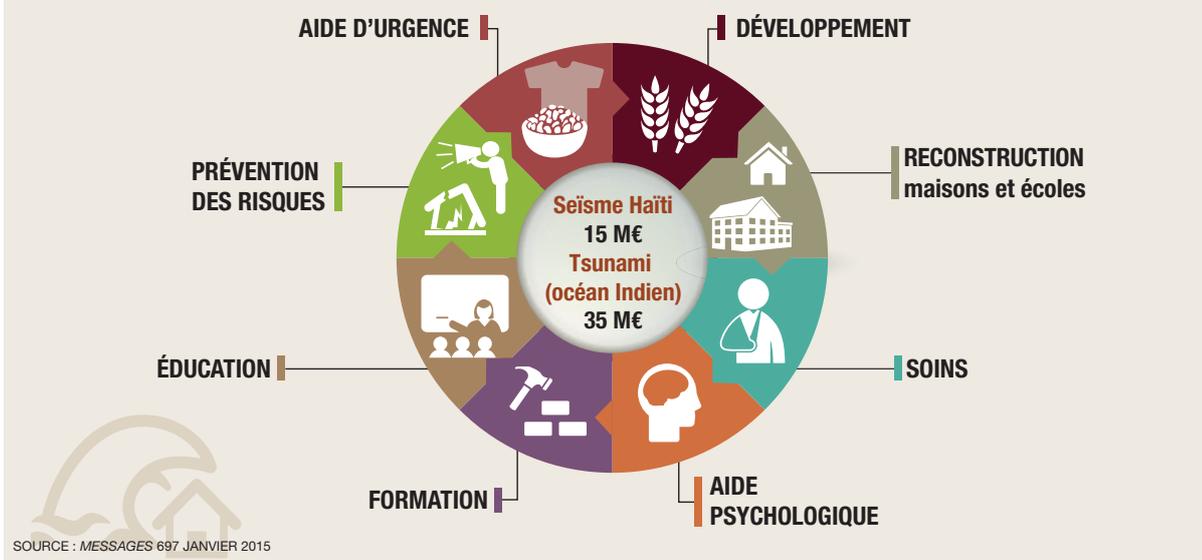


JAKE LYELL / CRS

centaines de milliers d'autres à la rue. Par l'intermédiaire de Caritas Népal, le Secours Catholique-Caritas France a pu agir dès le lendemain de la première secousse, en fournissant un important soutien financier aux volontaires présents sur place.

Au-delà de l'aide alimentaire, les populations sinistrées avaient besoin de matériel pour se construire un abri, filtrer l'eau, assurer l'hygiène. Des kits « abri » comportant une bâche, des tentes et des couvertures ont été fournis à plus de 41 000 ménages, de même que des kits d'hygiène et tout un matériel utile au quotidien : casseroles, lampes de poche, etc. Si les tout premiers jours,

À QUOI SERT VOTRE DON LORS D'UNE URGENCE



l'essentiel de l'aide s'est concentrée sur Katmandou en raison de l'inaccessibilité des autres régions, les équipes de Caritas Népal ont rapidement pu intervenir dans une dizaine de districts, dont certains n'avaient reçu jusqu'alors aucune aide. Une efficacité qui a été facilitée

par le réseau de Caritas Népal et par les ONG avec lesquelles elle mène de longue date des programmes de développement. Aujourd'hui, on estime à 70 000 le nombre de personnes qui pourraient basculer dans la pauvreté dans la région.



RÉCIT D'UNE CRISE OUBLIÉE, CELLE DES MONTS NOUBA

Par Sharon de Souza, directrice des programmes
du diocèse d'El Obeid

« Depuis 2011, l'État du Kordofan du Sud au Soudan est au centre d'un conflit entre les Forces armées soudanaises (SAF) et le Mouvement populaire de libération du Soudan nord. Les populations locales, les Noubas, sont les premières victimes des constants bombardements aériens, dont le coût en matière de pertes humaines, de pertes de revenus, de baisse de la production alimentaire et d'accès réduits aux services de base (éducation, santé...) est toujours plus élevé. En 2015, les offensives militaires meurtrières ont continué, notamment contre la ville de Kauda. Les

derniers pourparlers de paix de novembre n'ayant pas débouché sur un cessez-le-feu, l'aide humanitaire a été difficile à acheminer. Encore aggravée par la mauvaise saison agricole, la situation alimentaire a atteint un niveau de crise.

Le programme d'aide d'urgence qu'a lancé dès 2011 Mgr Macram Max Gassis du diocèse catholique d'El Obeid en réponse au conflit se poursuit aujourd'hui encore. Le réseau Caritas auquel appartient le Secours Catholique-Caritas France est le principal partenaire du diocèse dans cet effort d'assistance holistique aux populations. Au-delà de l'aide financière dont nous lui serons éternellement reconnaissants, ce lien étroit avec le Secours Catholique nous apporte un soutien dans de nombreux domaines : administratif, financier et humain. »

AFRIQUE ET OCÉAN INDIEN

En Afrique et océan Indien, le Secours Catholique-Caritas France poursuit son appui aux populations et aux organisations de la société civile pour la promotion des droits humains, y compris les droits civiques en vue d'améliorer les processus démocratiques et la bonne gouvernance. En 2015, nous avons soutenu 136 projets de développement dans 18 pays africains. À Madagascar, nous avons travaillé à redéfinir notre stratégie de partenariats pour lutter toujours plus efficacement contre la pauvreté.

Campagne « Tournons la page »



Le Secours Catholique-Caritas France est coordinateur de la campagne « Tournons la page », lancée en octobre 2014 avec une centaine d'organisations africaines et européennes en vue de promouvoir l'alternance démocratique en Afrique. La première phase de création du réseau et de lancement des activités a été

bien accueillie dans le monde militant, sa visibilité n'a fait qu'augmenter, de même que l'expertise de ses membres. C'est ce qui ressort du premier bilan intitulé « En Afrique comme ailleurs, pas de démocratie sans alternance », que nous avons rendu public en avril 2015. Le rapport a été repris par la presse et diffusé auprès des ambassades concernées ainsi que des autorités françaises, européennes et internationales. Les membres de la campagne sont de plus en plus souvent appelés à témoigner et à intervenir dans les débats sur la démocratie en Afrique. Ils

ont ainsi participé en mars au Forum social mondial à Tunis et en juin à Ouagadougou à la conférence internationale de 2iE¹ sur le développement durable. En tant que coordinateur de la campagne, le Secours Catholique-Caritas France a organisé des conférences d'information à Paris.

Redéfinition de la stratégie de partenariat à Madagascar

Madagascar est un pays prioritaire pour le Secours Catholique-Caritas France. Nous y sommes engagés depuis plus de cinquante ans au travers du réseau Caritas et d'autres organisations d'Église. L'évolution importante du contexte socio-économique et politique du pays nécessitait que l'on s'interroge sur le sens et les résultats de notre action en vue de lutter plus efficacement contre la pauvreté. Nous avons ainsi lancé une étude portant sur notre stratégie d'intervention, étude qui a été conduite avec nos partenaires et deux experts extérieurs. Les conclusions de cette enquête publiée en 2015

¹ Institut international d'ingénierie de l'eau et de l'environnement.



DANIELE TAUJIN-HONNELL / SCOF

nous ont permis de dégager trois nouvelles orientations : améliorer l'accès aux droits sociaux et économiques des communautés, et plus particulièrement à la formation professionnelle et à la sécurité alimentaire ; renforcer les capacités et la mise en réseau de nos partenaires ; s'ouvrir davantage à la société civile et développer des actions de plaidoyer ainsi qu'une stratégie d'influence.

Vers un renforcement des Caritas en Afrique

Après plusieurs années de partenariat historique avec les Caritas africaines, le Secours Catholique-Caritas France a décidé d'élargir son rôle de bailleur en fournissant des outils

techniques et opérationnels à ses partenaires afin de leur permettre d'être plus performants et plus efficaces dans la lutte contre la pauvreté. Cette démarche s'est déroulée dans le cadre du programme A2P-DIRO (Accompagnement de proximité personnalisé - Développement institutionnel et renforcement organisationnel) dont la première phase, cofinancée par l'Agence française de développement, s'est terminée en 2015. Une deuxième phase (2016-2018) a été lancée auprès des Caritas de quatorze pays d'Afrique subsaharienne et auprès de la Caritas Africa. Le principal enjeu de cette démarche est l'élimination de la pauvreté par le développement d'une société civile forte.



RÉCIT D'UN PROJET D'ASSAINISSEMENT URBAIN AU SÉNÉGAL

Par Edouard François Ndong, de Caritas Kaolack

« Nous avons démarré en 1994 une première action communautaire d'assainissement d'un des quartiers les plus insalubres de la ville de Kaolack. Au vu du résultat, cette action a été étendue en 2011 à trois communes proches avec le concours technique et financier du Secours Catholique-Caritas France. Nous avons ainsi lancé une campagne de sensibilisation et de mobilisation de la population. Désormais, les ordures sont collectées par les habitants puis évacuées grâce à un service de charrettes qui, pour être rentable, est facturé de 1 à 1,5 euro par mois et par foyer. En 2015, nous

sommes passés à une nouvelle étape en aménageant les décharges en centres de valorisation et de tri des déchets. Trois filières pour l'instant : les déchets organiques, qui seront transformés en compost, le plastique, qui est broyé pour une utilisation industrielle, et enfin le fer et le verre qui sont recyclés. Il s'agit d'un investissement important qui est soutenu pour la période 2015-2018 par l'AFD* et le Secours Catholique-Caritas France. L'objectif est que nous soyons à terme connectés au système régional de gestion des ordures mis en place par le gouvernement. L'État encourage ce type de partenariats entre des associations de la société civile et les municipalités dans la mesure où ils s'intègrent à son plan pour la rationalisation de la gestion des déchets. »

* Agence française de développement.

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Dans une Amérique centrale en proie à la violence et aux abus d'impunité, le Secours Catholique-Caritas France soutient l'engagement très fort de la société civile pour que ses droits soient respectés. Nous sommes également engagés avec les populations qui subissent les dégradations de l'environnement causées par les industries extractives pétrolières.



SÉBASTIEN LE CLÉZIO / SCCF

Droits de l'homme en Amérique centrale

Au Mexique, la pauvreté, les inégalités sociales et l'insuffisance d'État poussent les populations, principalement les hommes, à émigrer aux États-Unis. Laissées seules au pays, les femmes doivent assumer des responsabilités auxquelles elles n'ont pas été préparées, ni socialement ni émotionnellement. Le Secours Catholique-Caritas France appuie un projet de soutien à ces femmes et familles de migrants, dans une approche intégrale. En 2015, un réseau de six groupes communautaires s'est mis en place dans l'État de Puebla pour faire face aux conséquences de la migration, à travers plusieurs axes d'accompagnement : la formation d'animatrices locales bénévoles aux formalités et démarches légales en matière d'émigration, le développement d'entreprises sociales porteuses de projets productifs, la prévention contre les violences intrafamiliales, la création d'un réseau d'épargne de banques communautaires et la mise en place d'une école de formation « itinérante » pour transmettre l'expertise et l'expérience du projet à d'autres régions.

Formation de leaders au Honduras

Après le coup d'État de 2009, la relance de l'économie et la consolidation de l'État de droit constituent des défis majeurs pour le Honduras. Secoué par l'insécurité, le crime organisé, les tensions liées à la terre, le pays connaît de graves attaques contre les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes et les syndicalistes. Dans ce contexte d'instabilité et de défiance vis-à-vis de l'État, le Secours Catholique a noué un partenariat inédit avec PBI¹ France, à travers un projet qui vise à contribuer à l'amélioration de la situation des droits de l'homme au Honduras par la présence d'une équipe de défenseurs des droits de l'homme sur place comme outil de protection d'organisations, de communautés et défenseurs de droits menacés. Au-delà de leur protection physique et politique, notre participation consiste à accueillir les défenseurs des droits humains en France pour des tournées de plaidoyer et de sensibilisation. L'ambition de ce projet est de former des leaders communautaires qui puissent participer à la vie politique du pays et consolider la démocratie à travers l'action citoyenne.

1 Peace Brigades International.

Accès au droit et à la justice

Le Guatemala est l'un des pays les moins développés d'Amérique centrale. La pauvreté touche particulièrement les peuples autochtones Mayas, Xincas et Garifunas, qui représentent plus de la moitié de la population totale. La discrimination dont ces populations sont victimes les exclut du processus de développement, si bien que les familles représentent les couches les plus pauvres de la société. Cela fait plusieurs années que le Secours Catholique-Caritas France soutient une institution de la société civile guatémaltèque, la fondation Myrna Mack, qui agit pour la promotion des droits et l'accès à la justice de ces populations. L'enjeu est de lutter contre l'impunité et de contribuer à la construction d'un État démocratique de droit au Guatemala. L'axe principal du projet consiste à améliorer les institutions de justice en développant une société civile forte. Après plusieurs années, le projet est entré en 2015 dans une nouvelle phase dont les axes principaux sont la formation aux droits de l'homme, l'élaboration d'un diagnostic sur la pratique de la résolution des conflits dans la communauté et la création d'une salle de tribunal pour les délits de violences envers les femmes.

Le baril ou la vie

Le 7 septembre 2015, alors que le ministre péruvien de l'Environnement était reçu en France dans le cadre des négociations sur le climat, le Secours Catholique-Caritas France, le CCFD-Terre Solidaire et deux associations de



ÉLODIE PERRIOT / SCGF

la société civile péruvienne rendaient public un rapport intitulé « Le baril ou la vie ? ».

Réalisé sur la base des travaux menés dès les années 2000 par les associations locales, ce rapport décrit les impacts des activités des entreprises pétrolières françaises en Amazonie péruvienne, impacts en matière de droits à l'alimentation, à la santé, à la vie dans un environnement sain, à la consultation et au territoire. Alertées à plusieurs reprises sur ces graves nuisances en Amazonie, les autorités françaises et péruviennes ont laissé faire. Nos associations déplorent que la diplomatie économique de la France, qui vise à promouvoir les intérêts des entreprises françaises à l'étranger, se fasse parfois sans souci du respect de l'environnement et des droits humains.

ASIE

En Asie, l'action du Secours Catholique-Caritas France est destinée en priorité aux populations discriminées ou marginalisées, afin de favoriser leur accès aux droits et de les aider à améliorer leurs conditions de vie.

Minorités ethniques en Birmanie

La Birmanie est composée de plus d'une centaine d'ethnies¹, une caractéristique qui est source de grande instabilité dans le pays. Malgré la signature d'un cessez-le-feu avec certains groupes rebelles, le gouvernement issu de la junte militaire et du groupe ethnique majoritaire Bamar est en conflit armé contre certains groupes demandant la reconnaissance de leurs droits politiques, économiques et culturels. La reprise du conflit dans l'État Kachin et au nord de l'État Shan a entraîné le déplacement de plus de 120 000 personnes qui vivent désormais dans des camps, en situation de « ni paix ni guerre ». Le Secours Catholique-Caritas France soutient la Caritas locale appelée KMSS. Après cinq ans d'aide d'urgence auprès des personnes déplacées, la Caritas encourage

ces populations à développer des opportunités économiques qui leur permettront à terme de s'affranchir de l'aide humanitaire.

Outre le conflit armé, la population locale est aussi victime d'accaparement des terres car la région est riche en ressources naturelles. Le Secours Catholique-Caritas



XAVIER SCHWIBEL / SCGF

¹ Pour plus d'informations sur les minorités ethniques en Birmanie, se référer au webdocumentaire financé par le Secours Catholique : www.one-myanmar.com

France soutient des initiatives locales pour faire respecter le droit foncier et pour plus de transparence dans l'exploitation des ressources naturelles.

Nouvelle stratégie en Inde

Après avoir travaillé longtemps dans le sud de l'Inde, le Secours Catholique-Caritas France a réorienté son action en 2015 dans le nord-est du pays, plus particulièrement dans l'État d'Odisha, où se concentrent de nombreuses populations tribales, qui vivent principalement de l'agriculture. Cette région riche en ressources naturelles, minières, forestières compte parmi les plus pauvres du pays. Elle subit les effets du réchauffement climatique (alternance de sécheresse et d'inondations)

et la raréfaction des ressources, exploitées par de grands groupes économiques. Les projets soutenus visent notamment à améliorer les conditions de vie des populations locales : amélioration des techniques de production, activités lucratives complémentaires, accès aux programmes publics sociaux. En collaboration avec l'Église, l'administration et la société civile, les projets visent aussi à faire évoluer les mentalités pour que cessent les stigmatisations à l'encontre de communautés marginalisées comme les femmes, les intouchables ou les victimes de violences sexuelles. La méthodologie de développement communautaire utilisée encourage les populations à s'organiser et à définir elles-mêmes les changements qu'elles souhaitent.

EUROPE ORIENTALE ET UNION EUROPÉENNE

En 2015, le Secours Catholique-Caritas France a accompagné les Caritas du Kosovo et de la Russie, qui œuvrent pour le respect des droits des populations les plus précarisées ou marginalisées, et soutenu l'engagement de Caritas Serbie auprès des réfugiés.

Accompagnement des migrants dans les Balkans

Par sa position géographique, la Serbie est devenue un pays de transit pour les migrants qui ont tenté de traverser la Méditerranée afin de rejoindre l'Union européenne. Les populations serbes se sont très vite et très massivement mobilisées pour accueillir ces personnes. Le Secours Catholique-Caritas France a apporté son soutien à la Caritas Serbie, qui a su mettre en place une aide

d'urgence à laquelle elle n'était pourtant pas préparée. Des postes d'aide ont été créés dans les zones d'arrivée des migrants au sud du pays et de sortie au nord, des lieux où les migrants peuvent se reposer, être vus par un médecin, trouver des vêtements, un sac de couchage, téléphoner... En quatre mois, 1 000 sacs de couchage et 5 000 imperméables, 100 000 kits de nourriture, 32 000 kits d'hygiène pour les femmes et 7 500 pour les enfants ont été distribués. La Caritas a également fourni de nom-



ANDREW MC CONNELL / SCCF

breuses bennes à ordures. Son aide a consisté aussi, et peut-être surtout, en une assistance sanitaire aux personnes, une aide alimentaire (soupes chaudes, etc.) et un hébergement d'urgence pour les femmes et les enfants.

Vers la paix et la réconciliation au Kosovo

Si les tensions engendrées par le conflit de 1999 entre les Serbes et les Albanais du Kosovo se sont quelque peu apaisées, les deux populations vivent toujours séparées géographiquement, politiquement et socialement. Les risques de violence restent sérieux, notamment dans la région de Mitrovica, une ville littéralement coupée en deux, dont un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté et près de la moitié, surtout les jeunes, est au chômage. Les communautés les plus vulnérables, comme les Roms, les femmes des zones rurales, les personnes en situation de handicap ou de grande précarité, souffrent de discrimination et d'exclusion. Composée des membres de différentes communautés (Albanais, Roms et Serbes), l'équipe de Caritas Kosovo cherche à recréer le lien entre les communautés, et à promouvoir la paix. Le Secours Catholique-Caritas France la soutient dans cette approche discrète de consolidation de la paix dans le pays.

Sans domicile en Russie

On estime à 4 millions le nombre de personnes sans abri en Russie, dont environ 400 000 à Moscou et 10 000 à Saratov, une ville industrielle minée par le chômage. C'est un des problèmes sociaux les plus importants en Russie. Mal perçus par la population, non protégés par la loi, les sans-abri ne jouissent d'aucun droit, faute de domiciliation, ni d'aucune écoute ou appui faute de centres d'accueil. Quant aux logements sociaux, ils leur sont inaccessibles. Le Secours Catholique-Caritas France soutient les Caritas Moscou et Saratov, dont les projets ont beaucoup évolué en 2015. Dans ces deux villes, la priorité va désormais au développement de lieux d'accueil et de conseil, de solutions de domiciliation, mais aussi à des actions de sensibilisation de la société et des médias. Cela se fait en partage entre la société civile et les pouvoirs publics avec lesquels les deux Caritas sont habituées à travailler. Tout l'enjeu de ces approches est de sortir du secours pour traiter les problèmes de fond, et aider à la réintégration des sans-abri dans la société.

Partenariats et plaidoyers en Union européenne

Le Secours Catholique-Caritas France est membre de Caritas Europa, qui regroupe 49 organisations en vue de mutualiser des activités de plaidoyer, de partager des informations et de publier des rapports sur des thématiques où elles ont une grande expertise : pauvreté, exclusion, inégalités sociales, migrations et asile. Basée à Bruxelles, Caritas Europa fait entendre la voix de ses membres sur ces sujets devant les institutions européennes, les États membres de l'Union européenne et



LIONEL CHARRIERE / MYOP / SGGF

d'autres partenaires publics et privés. Bernard Thibaud, secrétaire général du Secours Catholique-Caritas France, en assure la vice-présidence depuis 2015. En cette année charnière où la question des migrants s'est imposée comme un défi majeur pour l'Union, notre département Partenariats et Plaidoyers Union européenne a été très actif en participant notamment aux prises de position de Caritas Europa sur le sujet. Mais c'est surtout au cœur de la crise humanitaire à Calais que nous avons fait avancer les choses, en créant une dynamique entre la France et la Grande-Bretagne. En novembre, nous avons fait venir des représentants de Caritas Social Action Network pour qu'ils puissent évaluer la situation sur place, et nous nous sommes rendus à Londres avec des représentants de la délégation Pas-de-Calais du Secours Catholique-Caritas France pour rencontrer des associations caritatives anglaises et des parlementaires britanniques. Notre département s'implique aussi dans la mise en place en France de la stratégie européenne pour la réduction de la pauvreté et l'élaboration d'un modèle social commun. Il produit des rapports et fait remonter des informations pour alimenter la réflexion. Sa mission consiste également à donner un prolongement européen aux axes de plaidoyer national, ou à faire remonter en interne des initiatives d'autres pays. Par exemple sur la thématique prison et justice, une dynamique entre les Caritas européennes (notamment avec l'Allemagne) est en cours, dans l'objectif d'établir un plaidoyer commun.

MOYEN-ORIENT ET NORD DE L'AFRIQUE

Dans cette période sous tension, le Secours Catholique-Caritas France s'est mobilisé pour accompagner les actions de ses partenaires afin de promouvoir les droits des groupes et personnes les plus vulnérables.



ÉLODIE PERRIOT / SCCF

La question prioritaire des migrants

Dans cette vaste région qui va de la Mauritanie à Israël, en passant par le Maroc et l'Algérie, la priorité du Secours Catholique-Caritas France va aux migrants et aux réfugiés, avec un enjeu majeur : leur accès à la santé, à la formation professionnelle et à l'éducation dans une démarche d'accès aux droits. Au Maroc, les autorités coopèrent avec l'Europe pour le contrôle des frontières extérieures, et dans le même temps, amorcent une politique de régularisation des

migrants. Empêchés de fuir par la mer, ces derniers se fixent dans le pays, et si beaucoup d'entre eux ont été régularisés, leurs conditions de vie restent très précaires. Nous soutenons donc la Caritas dans ses actions auprès des institutions du pays, par exemple les hôpitaux et les écoles, pour que les droits des migrants y soient mieux reconnus et respectés. Ce travail est mené en collaboration avec des associations marocaines ou de migrants, et dans un esprit de dialogue constructif avec les autorités.

HAYAT ALGÉRIE

La revue bimensuelle *Hayat* est née il y a trente-deux ans d'une collaboration entre le Croissant-Rouge et Caritas Algérie. Son but premier est de sortir de nombreuses femmes algériennes de leur isolement en leur ouvrant une fenêtre sur la société et la culture.

En 2015, une femme médecin généraliste a accepté de consacrer à *Hayat* une partie de son temps pour superviser et coordonner tous les postes, de la rédaction à la diffusion, et assurer une réponse aux appels

et au courrier des lectrices. Un numéro vert a été mis en place. Il reçoit une dizaine d'appels par semaine, et bien davantage lors de catastrophes naturelles. Si une lectrice est en difficulté, *Hayat* mobilise son réseau : une centaine de femmes, dites femmes-relais, qui ont décidé d'être les ambassadrices de la revue, dont elles se servent comme d'un outil pour créer des liens de solidarité. Ces ambassadrices sont invitées à suivre des formations sur des questions aussi importantes que le droit des femmes à l'héritage ou la manière de mener une médiation.

Soutien aux jeunes citoyens

Dans une région qui fait face à des difficultés économiques, sociales et politiques, le Secours Catholique-Caritas France soutient de nombreux projets à destination de la jeunesse qui souffre de l'isolement social et d'un chômage massif (d'après les statistiques de l'OIT, le chômage des jeunes approche 30 %). Avec les Caritas de Mauritanie, d'Algérie, d'Égypte, de Palestine et d'Irak, ainsi qu'avec Sadaka Reut en Israël, l'ambition est de favoriser l'expression culturelle et l'action solidaire. L'École du cirque palestinienne a pour ambition de contribuer au développement personnel des enfants par le travail d'équipe, la créativité et la liberté d'expression, mais aussi de faire évoluer les mentalités en promouvant l'inclusion sociale et l'égalité entre les garçons et les filles.

Made in Illegality

Le Secours Catholique-Caritas France, avec la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, se joint à la campagne lancée par la Ligue belge des droits de l'homme pour accompagner les initiatives non violentes des sociétés civiles israélienne et palestinienne. Intitulée « *Made in Illegality* », cette campagne demande à l'État français d'arrêter les importations de produits venant des territoires palestiniens occupés, autrement dit d'agir en cohérence avec son propre discours de dénonciation de la politique de colonisation, illégale au regard du droit international. Partant d'un positionnement au-delà de tout parti pris (la reconnaissance du droit des deux peuples à vivre de façon autonome et sûre, et la référence au droit international), nous promouvons des événements et des actions menés dans le cadre de la campagne. Nous menons également un plaidoyer en notre nom propre auprès de décideurs souvent très peu sensibilisés à ces questions.



ÉLODIE PERRIOT / SCOF



ÉLODIE PERRIOT / SCOF

ANIMATION DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE POUR LE CLIMAT

Dans le contexte de mondialisation, et donc d'interdépendance des pays dans de nombreux domaines, il est important de créer une fraternité mondiale qui invite à agir ensemble pour la dignité de tous, et à porter un regard attentif à « l'autre », qu'il soit proche ou lointain. L'animation internationale au Secours Catholique-Caritas France a précisément pour objectif de participer à l'émergence de cette fraternité mondiale. Cela passe par l'accompagnement des différents acteurs du réseau en France afin qu'ils participent à des actions concrètes et par des collaborations avec les Caritas ainsi qu'avec des partenaires du monde entier.

Du 27 mai au 11 juin 2015, une vingtaine de partenaires venus du Burkina Faso, du Guatemala ou encore de Mongolie ont partagé leur expérience avec les équipes du Secours Catholique sur le droit à l'alimentation et les effets des changements climatiques. Cinquante délégations se sont ainsi mobilisées pour accueillir ces représentants de nos structures partenaires et réfléchir sur ce qui pouvait être fait ensemble et à notre niveau, pour limiter notre impact sur le changement climatique. Cette mobilisation s'est poursuivie pour plusieurs délégations et régions à l'occasion de la COP21, par des événements d'information et d'interpellation des citoyens, au moment où les représentants de 195 États négociaient l'accord pour le climat.

PLAIDOYER INTERNATIONAL

Dans le contexte des grands rendez-vous de 2015 – la COP21, les Objectifs de développement durable et la Conférence internationale sur le financement du développement –, le Secours Catholique-Caritas France a renforcé son travail auprès des institutions internationales afin d’orienter les politiques publiques vers la sécurité alimentaire, la régulation financière et la lutte contre les changements climatiques.



ÉLODIE PERRIOT / SCCF

Défense de la sécurité alimentaire à la COP21

En concertation avec les acteurs de la société civile et le réseau Caritas, le Secours Catholique-Caritas France a mené un important travail de plaidoyer en 2015 afin que les accords climat conclus en décembre dans le cadre de la COP21 intègrent les impératifs de développement et de respect des droits. Il est en effet crucial que les politiques « climat » soient ambitieuses, mais aussi

cohérentes avec la sécurité alimentaire des populations et les droits humains. Des partenaires du Bangladesh, du Bénin, de Bolivie, du Pérou et de RDC sont venus faire part de leurs pratiques en appui de ce plaidoyer. Membre de la Coalition Climat 21, un regroupement de 130 ONG et syndicats français, le Secours Catholique-Caritas France a également participé aux mobilisations citoyennes qui ont eu lieu en marge de la COP21.

RAPPORT DÉVELOPPEMENT DURABLE ET AGROÉCOLOGIE

Dans un monde où plus de 800 millions de personnes souffrent d’insécurité alimentaire, l’agroécologie apparaît comme l’une des solutions les plus prometteuses pour relever les grands défis que sont la sécurité alimentaire, le développement économique et social, l’emploi et les changements climatiques. Les agricultures familiales, qui fournissent 70 % de l’alimentation et emploient 40 % de la main-d’œuvre au niveau mondial, sont les mieux placées pour opérer cette transition. Or à ce jour, les

subventions publiques et l’attention politique et scientifique restent essentiellement dédiées aux agricultures industrielles. En soutien de son plaidoyer pour une réorientation des efforts vers des agricultures garantissant le droit à l’alimentation, le Secours Catholique-Caritas France a publié en 2015 un rapport sur les solutions appliquées en Amérique latine, l’un des berceaux de l’agroécologie, et en Asie, où l’agroécologie a d’ores et déjà amélioré la vie de millions de personnes.

Financement du développement

Pour remettre l'économie au service du citoyen et de ses besoins essentiels, le Secours Catholique-Caritas France préconise notamment une réforme du système financier actuel, dont les activités spéculatives font encore peser un risque systémique important sur l'économie réelle et où citoyens et acteurs du Sud restent éloignés des décisions concernant la finance mondiale. En juillet 2015, nous avons défendu la nécessité de réguler la finance et de mettre en place un comité fiscal international auprès des représentants de la communauté internationale présents à la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui s'est tenue à Addis-Abeba.

Vers un droit à migrer

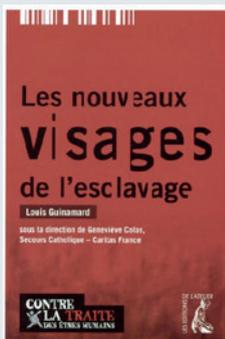
Partout dans le monde et à toute étape de leur parcours migratoire, les personnes migrantes se voient dénier l'accès à leurs droits fondamentaux : civiques, politiques, économiques, sociaux ou culturels. Ces droits, qui reposent sur le respect de la dignité de chaque être humain, sont pourtant universels et inaliénables. La mi-



LEFFERIS PARTSALIS / CARITAS SWITZERLAND

gration reste aujourd'hui une des plus grandes inégalités dans le monde : les deux tiers de la population mondiale ne peuvent se déplacer librement, tandis que les pays développés offrent à leurs citoyens d'importantes possibilités de migrer. Le Secours Catholique-Caritas France et ses partenaires internationaux sont engagés pour garantir le respect des droits fondamentaux des personnes migrantes, condition essentielle de leur dignité. L'établissement d'un droit à migrer serait ainsi un moyen de garantir les droits des personnes migrantes.

LUTTE CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS



Le Secours Catholique-Caritas France coordonne le collectif d'associations « Ensemble contre la traite des êtres humains », qui a joué un rôle essentiel dans l'aboutissement du premier Plan d'action national contre la traite des êtres humains présenté par la France en mai 2014. En 2015,

un an après le lancement de ce plan, nous avons publié *Les nouveaux visages de l'esclavage* (un livre de Louis Guinamard réalisé sous la direction de Geneviève Colas) qui décrit, témoigne et analyse à l'appui, les différentes formes de traite en France. S'appuyant sur l'expérience des 23 membres du collectif, l'ouvrage montre qu'il est possible de combattre ce fléau.

Fort de son expertise reconnue dans la lutte contre la traite des êtres humains, le Secours Catholique-Caritas France a collaboré, en septembre au Vatican, au nom de la Conférence des évêques de France et avec des représentants d'une quarantaine de pays, à la rédaction du « Plan d'action de l'Église catholique pour répondre aux réalités des enfants et des femmes de la rue » pour les années à venir. À cette occasion, le pape François a reçu le livre *Les nouveaux visages de l'esclavage* et nous

a encouragés pour notre engagement dans ce domaine. Le collectif a également présenté un Rapport alternatif au cinquième rapport périodique de la France sur l'application de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant. Ce rapport a permis d'attirer l'attention du Comité des droits de l'enfant sur la question de la traite des mineurs dans le contexte français.

En décembre 2015, Maria Grazia Giammarinaro, la Rapporteuse spéciale de l'ONU sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, a organisé une réunion d'experts sur la traite dans les situations de crises à Amman, en Jordanie, où le Secours Catholique-Caritas France a présenté la recherche-action qu'il coordonne avec des Caritas des Balkans, du Caucase, de l'Union européenne et de Méditerranée sur la traite dans les situations de conflits et de postconflits. Selon les Caritas engagées sur le terrain, les cas de traite seraient de plus en plus fréquents, en raison de la multiplication des conflits et du nombre sans précédent de personnes déplacées ou réfugiées que ces conflits engendrent.

Fort de son expertise, le Secours Catholique-Caritas France propose des modes d'intervention capables de prévenir les situations d'exploitation. Les expériences en cours dans chaque pays vont permettre d'aller au-delà du constat et de dégager des solutions.

www.contrelatraite.org



ANIMATION SPIRITUELLE

L'ensemble des activités de l'animation spirituelle au Secours Catholique-Caritas France est désormais pensé à partir de la parole et de l'expérience des plus pauvres, aux côtés de la Fondation Jean Rodhain. À la suite des attentats qui ont endeuillé la France en 2015, l'approche multiculturelle et interreligieuse a été renforcée au sein du réseau.

L'ouverture au dialogue interreligieux

Après les attentats de janvier 2015, le Secours Catholique-Caritas France a invité tout son réseau à poursuivre sa réflexion sur l'ouverture de l'association aux non-chrétiens et le développement d'un dialogue interreligieux. Étant au quotidien dans la rencontre avec des personnes d'autres religions, nous avons la chance de pouvoir créer avec elles des liens de proximité et de fraternité qui permettent de se connaître et de se parler. Le moment nous a donc paru favorable pour réfléchir et échanger sur ce à quoi nous invite notre dimension catholique.

Notre longue expérience dans notre mission d'éveiller à la solidarité tous les acteurs de la société nous a appris que la solidarité peut devenir un chemin spirituel qui

unit au-delà des cultures et des religions. Il y a donc un véritable enjeu et un beau défi aujourd'hui, dans nos sociétés bouleversées, de vivre l'ouverture à tous à laquelle le pape François nous encourage.

La vie du réseau

Dans les délégations du Secours Catholique-Caritas France, de plus en plus d'initiatives sont prises pour que la fraternité et le vivre-ensemble se réalisent. Des séjours de partage, de réflexion et de recueillement sont ainsi organisés avec des personnes en situation précaire, des bénévoles et des salariés de l'association. Ces « voyages de l'Espérance » offrent l'occasion d'une expérience fraternelle unique. Ils ont continué

à un rythme important en 2015, avec des semaines à la cité Saint-Pierre, à la Maison d'Abraham et au Mont-Saint-Michel. La vie de groupe et les nombreux moments d'échanges, spirituels ou non, créent des relations étroites et chaleureuses entre les participants de toutes confessions, des relations qui sont amenées à perdurer au-delà du voyage. Les divers ateliers proposés leur permettent de révéler leurs talents dans l'expression orale, écrite et artistique.

Les 10 ans du réseau Saint-Laurent

Cofondé en 2005 par le Secours Catholique-Caritas France, le réseau Saint-Laurent compte une soixantaine de groupes de chrétiens, en situation de précarité pour la plupart d'entre eux, qui se rencontrent régulièrement. Pour commémorer ses 10 ans d'existence, le réseau a effectué un pèlerinage à Lourdes du 6 au 11 août 2015, auquel participaient plus de 800 personnes, dans un esprit de partage, de fête, de célébration. Le 10 août, jour de la Saint-Laurent (saint patron du Secours Catholique), une grande parade colorée, avec banderoles et clowns, a défilé dans les rues. En collaboration avec la mairie de Lourdes, le réseau a organisé plusieurs temps d'animation : un concert du groupe de musique varois les Sans Voix, une animation avec clowns et musiciens sur le marché du samedi matin, et enfin l'accueil à la cité Saint-Pierre de 100 personnes pour le spectacle « Fabula Buffa », en partenariat avec le CCAS de Lourdes. La cité Saint-Pierre célébrait ses 60 ans en 2015, le réseau y a également organisé une veillée anniversaire.

Les sessions théologiques de Nevers

Cela fait huit ans que se déroule, le premier week-end de décembre, dans la maison des Sœurs de Nevers où Bernadette Soubirous a vécu la fin de sa vie, une session de théologie pratique, qui regroupe des personnes en situation de précarité, des théologiens et d'autres acteurs du Secours Catholique et du réseau Saint-Laurent. Il s'agit de réaliser un travail d'élaboration théologique à partir de la parole des pauvres.

En 2015, un groupe de réflexion a été constitué au cours du pèlerinage du réseau Saint-Laurent à Lourdes. Treize personnes, dont la plupart vivant ou ayant connu des situations de grande pauvreté, ont réfléchi sur le thème de la joie. Elles ont rédigé un texte qui a servi de base de discussion lors de la session de Nevers en décembre 2015.

Les 60 ans de la cité Saint-Pierre

La cité Saint-Pierre fêtait ses 60 ans en 2015, ce qui a donné lieu à plusieurs événements, comme le pèlerinage du réseau Saint-Laurent, l'accueil d'un rassemblement de 250 bénévoles ou encore une rencontre d'échange réunissant 70 évêques.

En cette année anniversaire, la cité Saint-Pierre a accueilli plus de 69 800 visiteurs, dont 17 517 en hébergement (5 % de plus qu'en 2014), et 3 800 individuels et familles, soit le double par rapport à 2014. Cette hausse du nombre de personnes et familles hébergées s'explique par les nombreux efforts faits dans ce sens : refonte du site web, simplification des procédures de réservation pour les particuliers, rénovation de deux bâtiments de 80 chambres chacun et création d'une aire de jeux. L'année 2015 correspond également à la mise en œuvre d'un nouveau projet d'établissement qui s'articule autour de plusieurs axes forts : valoriser la parole des personnes vivant des situations de pauvreté, contribuer à la mise en réseau et à la formation des acteurs de la diaconie de l'Église universelle, soutenir les enfants et les familles vivant des situations de pauvreté, promouvoir une ouverture à la société civile. Dans le cadre de la réalisation de ce projet, la cité Saint-Pierre a accueilli en octobre les 600 personnes des Rencontres familiales de Lourdes, ainsi que la première session Jean Rodhain : un collège de chercheurs spécialisés dans le domaine de la théologie de la charité.

LA MAISON D'ABRAHAM CONTINUE SUR SA LANCÉE



Après avoir assuré la continuité de sa présence pour les trente prochaines années par la signature d'un nouveau bail en 2014, la

Maison d'Abraham a poursuivi sur sa lancée en augmentant sa capacité d'accueil. Seize petits chalets de bois – chambres doubles avec salle de bains – ont été installés dans le parc. Aujourd'hui, la Maison a une capacité totale de 140 lits.

Un projet d'établissement a également été élaboré pour les dix prochaines années afin d'encadrer la mise en œuvre de la mission de la Maison. Il se décline autour de trois orientations : accueillir des pèlerins de toutes religions, promouvoir la rencontre d'acteurs œuvrant pour la justice et la paix et être un lieu de ressourcement et de formation. Des projets de rénovation sont à l'étude pour les années à venir afin d'améliorer l'existant et de créer de nouveaux espaces de rencontre.

À la fin de 2015, l'équipe d'animation s'est renouvelée au niveau de la communauté religieuse, de l'aumônier et du directeur de la Maison.

Le regain de tensions et de violences des derniers mois de l'année a mis une nouvelle fois l'accent sur les troubles de cette région où la Maison d'Abraham tente de poursuivre sa mission de solidarité, de fraternité et de paix.



COMMUNICATION

Le département communication du Secours Catholique-Caritas France s'est attaché à réaffirmer la nouvelle image de l'association à travers un slogan simple et juste : « Pour aider les plus pauvres, je choisis d'agir avec eux ». Un positionnement qui s'est incarné dans notre campagne TV et d'affichage de fin d'année, notre nouveau site web et la participation de personnes en situation de précarité à la rédaction d'un numéro spécial de la revue *Messages*.

Agir avec les personnes

La perception que le grand public a du Secours Catholique-Caritas France ne correspond plus aujourd'hui à la réalité de notre action. Avec un slogan simple et concret, « Pour aider les plus pauvres, je choisis d'agir avec eux », notre campagne 2015 a contribué à corriger cette image en donnant à voir notre démarche de solidarité telle qu'elle est vécue au quotidien entre les bénévoles et les personnes en situation de précarité, dans une volonté d'agir ensemble contre la pauvreté. Une façon aussi de rappeler que le meilleur qu'on puisse faire pour agir est avant tout un don de soi. Cette nouvelle campagne a été diffusée de novembre

à décembre et déclinée en format presse, affichage et sur les différents supports du Secours Catholique.

Un site web incitant à l'action

Le site du Secours Catholique-Caritas France avait été initialement pensé comme une vitrine de nos missions et une ressource de référence sur le thème de la pauvreté. Il offrait par nature peu d'interactions avec l'internaute. Une refonte complète a donc été entreprise, avec pour objectif de mieux affirmer l'identité du Secours Catholique-Caritas France, de contribuer au développement de l'association et surtout de redonner à tous le pouvoir d'agir. À chaque page du nouveau site,

mis en ligne le 27 octobre 2015, correspond désormais une opportunité d'agir, en devenant bénévole, en faisant un don ou en nous contactant pour nous alerter sur une situation particulière. De nouvelles fonctionnalités de recherche permettent de suivre les actions menées dans un département, une région ou un pays donné. L'utilisateur a la possibilité de recevoir des e-mails pour être informé de nos événements et actions, de télécharger ou de consulter articles, reportages, publications et communiqués. Par ailleurs, un nouveau formulaire permet aux bénévoles potentiels de se faire connaître en renseignant en quelques clics leur profil, leurs compétences et disponibilités.

Le Messages des personnes en situation de précarité

Reconnaître la dignité de chacun, dont les plus pauvres, leur redonner la capacité d'agir dans la société, c'est le credo du Secours Catholique-Caritas France. Et parce que la reconnaissance de la dignité de chacun passe également par la possibilité de faire entendre sa voix en tant que citoyen, à l'occasion des 70 ans de la revue *Messages*, nous avons confié la rédaction du numéro d'octobre 2015 à une équipe composée de personnes vivant des situations de précarité. Pendant tout le processus qui va de la conception à l'impression de la revue, ces journalistes en herbe se sont investis dans le choix des sujets, les reportages sur le terrain et la rédaction des articles.

En ouverture du numéro, ils ont également souhaité exprimer leurs convictions, et celles des groupes d'action auxquels ils participent au Secours Catholique-Caritas France, sur la place qui est réservée aux personnes les plus pauvres dans la société.

Ce numéro spécial nous a valu de nombreux messages de remerciements et de félicitations de la part de partenaires, donateurs, salariés et délégués. Il a également suscité l'intérêt de l'hebdomadaire *La Vie*, qui a médiatisé l'initiative sur son site, et a promu le numéro dans le cadre de ses états généraux du christianisme (octobre 2015 à Strasbourg) en invitant l'un des rédacteurs, Khalid Hosni, à témoigner de l'expérience. Ce numéro spécial a aussi inspiré des initiatives, comme dans la délégation des Hauts-de-Seine qui souhaite lancer un projet éditorial avec les personnes en situation de précarité.

Le succès de cette première expérience nous a confortés dans notre désir de développer de plus en plus la place des personnes ayant l'expérience de la précarité dans les publications de l'association.



Les Relations Presse autour de la COP21

Le Secours Catholique-Caritas France ainsi que ses partenaires sur les cinq continents ont participé pleinement aux négociations cruciales de la COP21, qui s'est tenue à Paris en décembre 2015.

Pour faire entendre au plus grand nombre la voix des populations qui subissent déjà de plein fouet les effets des dérèglements climatiques, un important dispositif de Relations Presse a été mis en place. Tout au long de

l'année, de nombreux événements ont été organisés avec des partenaires de la société civile ou en notre nom propre. Différents canaux médiatiques ont été utilisés : un compte Twitter (@CaritasClimat) et un blog dédiés à ces probléma-

« J'AI SOUHAITÉ VIVRE CETTE EXPÉRIENCE PARCE QUE J'AVAIS BESOIN DE PROUVER QUE J'ÉTAIS CAPABLE DE FAIRE QUELQUE CHOSE. C'EST AUSSI UNE ESCAPADE DANS MON QUOTIDIEN. PLUS LE PROJET AVANCE, PLUS JE SUIS OUVERTE AUX AUTRES, J'ÉCOUTE PLUS ET MIEUX ET JE NE ME LAMENTE PAS SUR MON SORT. »

TÉMOIGNAGE DE MALIKA, QUI A PARTICIPÉ AU NUMÉRO SPÉCIAL

tiques (et toujours actifs) ont informé les internautes de nos revendications et des avancées des négociations. Nous avons également mené une opération d'envergure avec le quotidien *20 Minutes* qui, en mai et en octobre 2015, a relayé nos actions sur les cinq continents dans ses pages « Planète » du mercredi. Enfin, nous avons participé à nombre d'émissions radio et donné à entendre les témoignages des communautés que nous accompagnons dans de nombreux magazines et quotidiens.

caritasclimat.fr/les-actus/



SÉBASTIEN LECLÉZIO / SCDF

GÉNÉROSITÉ ET FINANCES

Dans un contexte politique, social et économique particulièrement difficile, nos donateurs ont fait preuve d'une générosité accrue jusqu'au moment des attentats de novembre, et plus variable ensuite. Une belle marque d'adhésion à notre action et à notre conviction que la crise de société que nous traversons ne peut se résoudre que par la lutte contre les inégalités et par plus de fraternité.

Une collecte fortement liée à l'actualité

Le mouvement de reprise de la collecte qui a marqué la fin de l'année 2014 s'est maintenu en 2015 jusqu'aux attentats de novembre. Les donateurs, même les plus modestes, pourtant inquiets pour leur avenir et ceux de leurs proches, ont ainsi marqué leur volonté d'agir concrètement pour plus de solidarité. L'état de sidération puis le sentiment d'incertitude qui ont frappé les Français au moment des attentats de novembre (et des élections régionales qui ont suivi) ont donné un coup d'arrêt à cette générosité. L'année 2015 se termine toutefois sur un bilan positif de la collecte par rapport à 2014 grâce à une reprise de la solidarité pendant les appels de Noël. Ainsi, sur l'année 2015, les dons et autres fonds privés ont progressé de 3,5 %, atteignant 71 M€.

Une confiance accrue des donateurs

S'il existe encore un décalage entre l'image du Secours Catholique-Caritas France et la réalité de son action auprès du grand public, la communication et l'information réalisées auprès de nos donateurs ces années passées ont porté leurs fruits. Notre confiance dans les capacités des personnes accompagnées et notre conviction que la société ne peut avancer que si nous les valorisons sont des positionnements forts. Ils parlent à tous ceux qui sont conscients des défis majeurs posés à notre société. De plus, par son ancrage au plus profond des territoires nationaux comme à l'international et sa détermination à accompagner les personnes dans leur globalité pour en faire des citoyens acteurs de leur destin, notre asso-

ciation conforte sa légitimité aux yeux des donateurs. Ceux qui nous accompagnent le font d'autant plus volontiers, malgré les difficultés économiques, qu'ils sont conscients que nous travaillons sur les causes de la pauvreté et que nous sommes devenus une véritable force de propositions pour que les choses bougent. Tout au long de l'année, les bénévoles, les personnes en situation de précarité tout comme les salariés du Secours Catholique ont à cœur d'incarner cette mission en témoignant autant que possible, par exemple dans le cadre des paroisses, de l'importance de leur engagement. Cette mobilisation permet à la fois d'éveiller à la solidarité et de convaincre des donateurs de la pertinence qu'il y a à soutenir nos actions.

Collectes d'urgence

Comme souvent dans le cas de catastrophes naturelles, le violent séisme qui a endeuillé le Népal en avril 2015 a bénéficié d'un grand élan de générosité de la part de nos donateurs. En septembre, la crise des migrants et les photos du petit Aylan retrouvé mort sur une plage turque ont également ému les donateurs, en premier lieu les donateurs qui nous accompagnent déjà depuis longtemps, et qui sont sensibilisés à la nécessité de venir en aide aux migrants, autant ici que dans les pays dont ils sont originaires. Cette solidarité ne s'est pas exprimée uniquement par des dons. Beaucoup de propositions d'agir en tant que bénévoles et d'accueillir des migrants ont été observées, en réponse à l'appel du pape François.

Mon don a du sens

Le Secours Catholique-Caritas France a innové en 2015 en ouvrant une plateforme web (mondonadusens.se

cours-catholique.org) permettant à chacun de collecter des fonds en faveur de nos actions. Il s'agit de créer sa propre campagne de collecte de façon simple et conviviale, et en quelques clics, d'éveiller son entourage à la charité. Toutes les idées et les occasions sont bonnes : un défi sportif, un anniversaire ou d'autres événements de la vie (mariage, naissance...) peuvent se transformer en un moment de solidarité partagée.

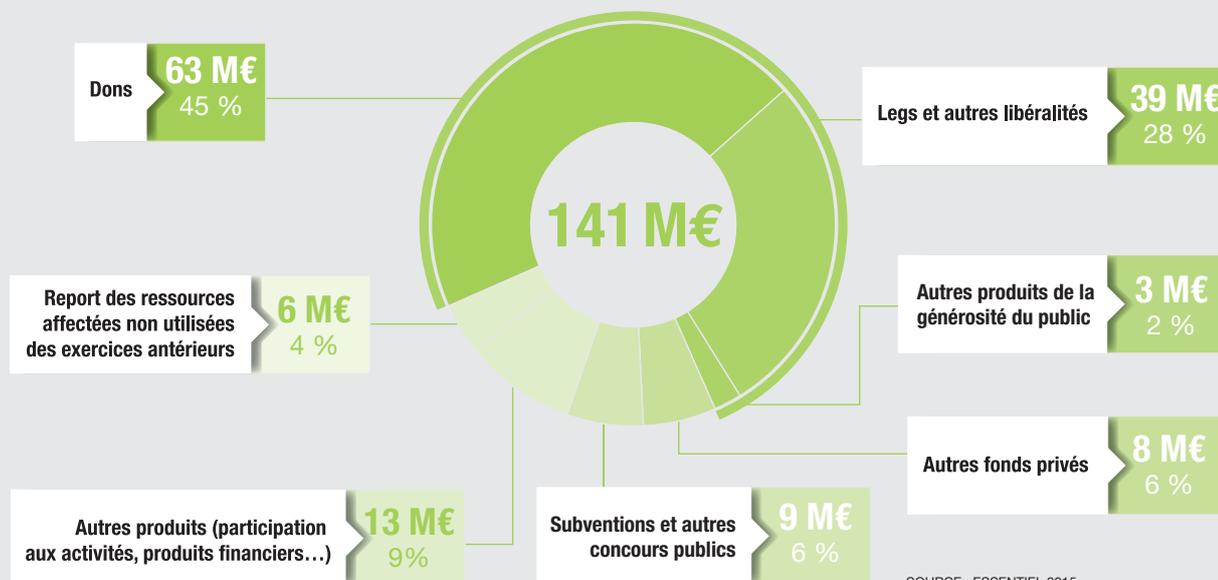
Legs et donations

Le Secours Catholique-Caritas France communique depuis 2004 déjà sur le thème des legs et des donations. Il en récolte pleinement les fruits aujourd'hui. Ce soutien majeur, par sa signification et son poids, est une preuve de plus de la très grande confiance que nous accordent nos donateurs. Cette forme de soutien est aujourd'hui primordiale (plus de 25 % de nos ressources) et forte de symbole. Elle traduit le désir de personnes ayant eu une vie engagée auprès des autres de voir leur générosité perdurer après leur mort.

Subventions et cofinancement

Les subventions reçues pour notre action en France ont poursuivi leur décroissance en 2015, sans grande surprise, compte tenu du recul des financements publics ces dernières années. Ce recul des niveaux de financements publics affecte l'ensemble des acteurs associatifs. Le même mouvement s'observe à l'international, où les cofinancements se sont faits également plus rares en 2015, alors qu'il existe toujours plus d'acteurs sur le terrain. Cette situation renforce la nécessité de développer la collecte de fonds privés, qui nous permet de poursuivre nos actions, tant en France qu'aux quatre coins du monde.

ORIGINE DES RESSOURCES FINANCIÈRES



LE RÉSEAU CARITAS FRANCE

Au moment où les formes de précarité et de pauvreté se multiplient, notre but en créant le « Réseau Caritas France » est d'officialiser le rapprochement d'associations et de fondations partenaires partageant les valeurs chrétiennes, ainsi que des principes d'action et finalités identiques. Le réseau leur permet d'allier leurs forces, leurs moyens et leurs compétences pour favoriser l'accompagnement global et la capacité d'agir de personnes vivant des situations de précarité ou d'exclusion sur un même territoire, d'éveiller à l'engagement solidaire et à la fraternité, et d'agir sur les causes de la pauvreté.

L'Association des cités du Secours Catholique



Créée en 1990, l'Association des cités du Secours Catholique (ACSC) a pour mission d'accueillir, d'héberger, d'accompagner et de mener vers l'autonomie des personnes en situation

de précarité et/ou de handicap. Elle compte 900 salariés, dont trois quarts de travailleurs sociaux, et 300 bénévoles. En 2015, ses 19 cités réparties sur 3 territoires ont accueilli plus de 10 000 personnes sans logement, et 300 personnes souffrant de handicaps psychiques ou mentaux. Cette même année, l'ACSC a mis en place une nouvelle dynamique fondée sur une vision impliquant les professionnels et les bénévoles et assurant la participation des personnes accompagnées. Elle compte mettre en œuvre des expérimentations avec le Secours Catholique-Caritas France, en bénéficiant des capacités du Réseau Caritas France, notamment de la foncière Caritas Habitat, et en recherchant des partenariats avec d'autres associations.

Les nouvelles implantations lancées avec le Secours Catholique-Caritas France en 2014 sont achevées. Il s'agit, à Aix-en-Provence et à Marseille, de dispositifs fonctionnant avec des professionnels et des bénévoles, et destinés à des familles vivant dans des bidonvilles ou qui viennent d'en sortir. À Avignon, il s'agit d'une structure d'accompagnement à la vie sociale de personnes en situation de très grande précarité, ainsi que de structures pour des migrants économiques de l'Union européenne.

www.acsc.asso.fr

La Fondation Caritas France



Créée par le Secours Catholique-Caritas France en 2009, la Fondation Caritas France est la première et seule fondation abritante en France dédiée à la lutte contre la pauvreté. Sa première mission est d'encourager le développement de

la philanthropie et de la lutte contre l'exclusion en abritant des fondations sous son égide (80 en 2015). Elle permet à des personnes, des familles, des groupes d'amis de créer leur propre fondation, et en assure la gestion tout en accompagnant les fondateurs (choix de projets, implication de leurs proches...). Sa deuxième mission est de collecter des fonds pour soutenir des projets de lutte contre la pauvreté portés par le Secours Catholique-Caritas France ou par d'autres partenaires, en France et à l'international. En 2015, les fonds collectés par la fondation ont été redistribués aux deux tiers au réseau Caritas monde et France, et ont permis de soutenir 500 projets à hauteur de 19 millions d'euros.

Enfin, pour agir toujours mieux sur la pauvreté et ses manifestations, la fondation appuie la recherche et l'expérimentation. Elle décerne un prix annuel à un jeune chercheur en sciences sociales, dans le cadre du colloque organisé sous l'égide de l'Institut de France. Son ambition pour 2016 est d'abriter plus de 100 fondations et de jouer un rôle de tête de pont dans l'élargissement du réseau Caritas.

www.fondationcaritasfrance.org

La Fondation Jean Rodhain



La Fondation Jean Rodhain a été créée pour contribuer à la réflexion chrétienne sur la charité au sens large (justice, solidarité, doctrine sociale), promouvoir l'étude de la théologie de la charité dans la recherche universitaire, développer le dialogue avec les acteurs de terrain à partir de la parole et de l'expérience des pauvres. Tous les deux ans, elle organise un colloque rassemblant une cinquantaine de chercheurs et de praticiens. Elle a créé et finance des chaires d'études dans les différentes facultés de théologie. La dynamique amorcée avec le projet Diacona 2013 s'est poursuivie dans l'Église comme dans la société, en vue d'inspirer une éthique sociale et politique et les conditions d'une fraternité accessible à tous.

www.fondationjeanrodhain.org

Tissons la solidarité



Fondée par le Secours Catholique-Caritas France en 2004, l'association Tissons la solidarité met en réseau 70 structures d'insertion par l'activité économique. Ces structures travaillent à la réutilisation durable des vêtements et emploi au total 1 900 femmes en contrats aidés, dont 400 de façon permanente.

Tissons la solidarité mobilise les acteurs de l'économie classique, liés au secteur de la mode ou non, autour du retour à l'emploi pérenne des femmes. Les salariées y exercent différents métiers du textile, de la mécanique à l'entretien, en passant par la



SÉBASTIEN LE CLEZIO / SCOF

vente en prêt-à-porter. Elles bénéficient de formations agréées par les professionnels de la branche textile : une formation à la vente créée avec Chanel, et une à la couture parrainée par Christian Lacroix. L'association développe aussi des préformations pour les structures éloignées de l'emploi et coopère avec le Secours Catholique-Caritas France dans le cadre d'une formation et d'un suivi professionnel à l'intérieur d'une prison pour femmes. Avec la Fondation Caritas France, elle finance un concept de boutique-école et la création de plusieurs structures.

www.tissonslasolidarite.org

Caritas Habitat



Créée en 2015 par le Secours Catholique-Caritas France, l'Association des cités du Secours Catholique, la Fondation Caritas France et la société immobilière ESIS (Épargne solidaire pour l'immobilier social), Caritas Habitat est une société foncière destinée à faciliter l'accès à l'immobilier social et solidaire, comme des logements sociaux, des maisons relais et des boutiques solidaires, par le recours à l'épargne publique solidaire. Son but est d'apporter une réponse immobilière à des projets sociaux portés par nos délégations ou par les cités de l'ACSC, de gérer des biens apportés par les fondations, les congrégations et nos délégations, ou prospectés par la foncière auprès des collectivités locales ou des aménageurs.

Caritas Habitat a l'ambition de devenir un bailleur social reconnu, agréé ESUS (entreprise solidaire d'utilité sociale) et maîtrise d'ouvrage, et de mobiliser des investisseurs institutionnels et solidaires privés. D'ici à 2019, la foncière devrait détenir 500 logements. Elle espère à terme inventer de nouvelles formes immobilières et urbaines pour lutter contre les détresses modernes, renouveler les modes d'accueil et d'accompagnement des personnes en situation de précarité.

La charte du Réseau Caritas France

En 2015, nos structures partenaires ont signé une charte qui leur offre un cadre souple pour mieux travailler ensemble et accueillir de nouveaux partenaires partageant les mêmes valeurs et finalités. Ce texte les engage sur :

- des valeurs de confiance, d'engagement, de justice et de fraternité ;
- une vision de société basée sur l'idée de fraternité universelle ;
- des principes d'action communs dédiés à leur mission ou au développement du réseau ;
- un projet associatif qui part de la volonté de bâtir une société juste et fraternelle avec les personnes en situation de précarité ou de handicap ;
- une gouvernance souple ;
- une politique partagée ;
- une stratégie de collecte concertée ;
- une communication organisée et coordonnée ;
- une mutualisation des moyens.

NOUS REMERCIONS DE LEUR SOUTIEN NOS PARTENAIRES

Agence du don en nature
Agence française de développement
Agence de l'eau Artois-Picardie
Agence de l'eau Loire-Bretagne
Agence de l'eau Seine-Normandie
Caisse d'épargne
Communauté de l'agglomération havraise
Crédit Mutuel
Eberhardt Frères
ECHO (service de la Commission européenne à l'aide humanitaire
et à la protection civile)
Fondation Caritas France

Fondations abritées par la Fondation Caritas France :

Fondation L'Arbre du voyageur
Fondation Aveyron Solidaire
Fondation Les Avions du bonheur
Fondation François et Monique Bilger
Fondation F et PM DeFrance
Fondation Franck Giroud
Fondation Le Manteau de saint Martin
Fondation Natan
Fondation Zéphyr

Fondation Cetelem pour l'éducation budgétaire
Fondation Crédit Coopératif
Fondation Masalina
Fondation Philanthropia
Fondation Sancta Devota
Fondation Somfy - Les petites pierres
Fonds Suez environnement initiatives
Grand Lyon
IBM France
Lyonnaise des eaux
Magazine *Top*
Ministère des Affaires étrangères et du Développement international
Orange
SNCF
Swiss Philanthropy Foundation
Union européenne

Ainsi que de nombreuses municipalités et de nombreux conseils
départementaux.



Document conçu et réalisé
par la direction de la communication
106, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 49 73 00
Fax : 01 45 49 94 50
Rédaction : Pascale Kramer
Correction-révision : Irsane de Scitivaux

Photos de couverture :

Xavier Schwebel - Steven Wassenaar / SCCF

Maquette : département Fadip

Jun 2016



LE SECOURS CATHOLIQUE - CARITAS FRANCE EN CHIFFRES



1 460 000

personnes soutenues
et accompagnées en France



67 500

bénévoles



2 400

lieux d'accueil



7 000

enfants et adolescents
soutenus dans leur scolarité



320 000

familles accompagnées



5 000

personnes accompagnées
vers l'emploi



458

dossiers de microcrédit



2 000

enfants partis en Accueil
familial de vacances



4,2 MILLIONS

de bénéficiaires de l'aide internationale
dans 72 pays ou zones



707

opérations soutenues à l'international
en 2015



41

interventions d'urgence



339 M€

de ressources dont 85 % consacrées
aux missions sociales



106, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07

Tél. : 01 45 49 73 00

Fax : 01 45 49 94 50

www.secours-catholique.org